

l'humanité rouge

organe central du **PCML**



**Pour que ça change,
les élections
n'ont pas suffi.**

**Il faut
l'intervention
des travailleurs.**

Nous vivons actuellement une période d'alignement de la lutte des classes entre les forces qui veulent avancer sur la voie de changements réels et celles qui, de toutes leurs forces, s'y opposent et veulent préserver leurs privilèges et leur domination. Jusqu'au 10 mai, la bourgeoisie, forte de l'appui qu'elle trouvait dans le pouvoir giscardien, a pu imposer aux travailleurs les licenciements, les bas salaires, la répression patronale et policière. Elle se sentait en position de force et elle y était. Les travailleurs prenaient coup sur coup en dépit de leur résistance. Le 10 mai puis lors des élections législatives, ils ont exprimé leur volonté de mettre un terme à ces attaques. La défaite de Giscard et de la droite a ouvert une situation nouvelle, affaiblissant la bourgeoisie dans son combat anti-ouvrier. Les travailleurs ont eu l'espoir qu'enfin les choses pouvaient commencer à changer. Or, que voit-on? Le grand capital, le grand patronat, les forces politiques de droite, les hauts cadres de l'appareil d'Etat continuent à agir avec vigueur contre les travailleurs, à s'opposer aux changements. Ils se battent avec éner-

gie pour que se poursuive l'exploitation. Cela, les travailleurs peuvent le constater quotidiennement dans leurs entreprises où la dictature patronale continue à être la règle. L'affaire Paribas vient de nous montrer avec éclat que le grand capital n'a que faire des décisions issues du suffrage universel dès lors qu'elles portent atteinte à certains de ses intérêts. La grève qui a lieu chez Renault montre quant à elle que les hauts responsables des entreprises publiques et de l'Etat, formés à l'école de la politique anti-ouvrière, continuent à agir comme avant, n'hésitant pas à recourir au lock-out. Pendant ce temps, à l'Assemblée nationale, les partis de droite agissent pour défendre le mieux possible les intérêts capitalistes et se livrent à une violence verbale de plus en plus marquée, n'hésitant pas à recourir aux injures les plus grossières. A ce sujet, on ne peut qu'approuver les paroles du député socialiste Berson qui a mis en lumière les liens étroits qui unissent les politiciens de droite et le grand capital. La vérité déplaît à ces messieurs.

Suite page 2

**APRES LA
MANIFESTATION
DU MOUVEMENT
DE LA PAIX
A PARIS**

**Ce sont
les deux blocs
qu'il faut viser**

VOIR PAGES 6/7

**LE SOCIALISME
VU DE VALENCE**

**Le PS,
parti
révolutionnaire
tranquille ?**

VOIR PAGE 3

**SOMMET
DE CANGUN**

**Face
au Tiers-Monde,
Reagan
marque le pas**

VOIR PAGES 12/13

L'ATTENTAT D'ANVERS

UN ACTE FASCISTE

Un an après l'attentat antisémite de la rue Copernic à Paris, les tueurs ont encore frappé. Cette fois à Anvers. Le bilan est sanglant : trois morts, une centaine de blessés dont 12 grièvement. Un acte qui, quels qu'en soient les auteurs, est fondamentalement fasciste et doit susciter les condamnations les plus nettes.

La multiplication des attentats antisémites en Europe depuis deux ans (Belgique, France, Autriche), certaines similitudes dans la préparation des coups permettent d'émettre l'hypothèse d'une Internationale antisémite d'extrême-droite. Après Copernic, la police espagnole avait mis en cause un militant d'extrême-droite espagnol, sympathisant de la FANE française. Mais la police française (c'était au temps de Giscard) n'avait pas jugé bon de retenir cette piste. Cette fois-ci, selon la TV allemande, l'un des terroristes tués à Munich par la police le 20 octobre serait

lié à la préparation de l'attentat d'Anvers. Un Français faisait partie du groupe arrêté par la police allemande et était en contact avec un mouvement hitlérien qui a pignon sur rue à Munich. Le groupe transportait de nombreuses armes et munitions : grenades, pistolets-mitrailleurs, revolver, fusils, bâtons d'explosif...

Ces pistes, ajoutées au fait que le mouvement d'extrême-droite belge VMO continue à parader en toute impunité dans les rues d'Anvers n'ont pas empêché Israël d'accuser immédiatement l'Organisation de libération de la Palestine d'être l'auteur de ces attentats.

Or, la réaction de l'OLP est on ne peut plus claire : « Le bureau de l'OLP de Bruxelles condamne fermement et a toujours condamné les attentats tels que celui commis mardi matin à Anvers, qui a fait de nombreuses victimes innocentes. »

Après l'attentat du 27 juillet 80, déjà à Anvers, contre un groupe d'enfants

juifs, un Syrien reconnaissait en être l'auteur, il se déclarait membre d'une organisation palestinienne « Fatah Révolution Line », inconnue de l'OLP et en tout cas non affiliée à l'OLP. Son acte meurtrier était sévèrement condamné par l'OLP qui démentait toute participation à « l'odieuse attentat d'Anvers contre des enfants juifs » et ajoutait « Les Palestiniens n'ont jamais confondu l'ensemble des Juifs parmi lesquels ils comptent de nombreux amis et les sionistes qui refusent de reconnaître leurs droits. »

Enfin le 29 août 1981, un attentat à la synagogue de Vienne en Autriche faisait deux morts. Deux Palestiniens reconnaissaient en être les auteurs. Ils se réclamaient d'une organisation palestinienne hostile à l'OLP, dirigée par Abou Nidal, exclu depuis longtemps de l'OLP et condamné à mort par celle-ci. Ce groupe Abou Nidal avait même menacé de mort le chancelier autrichien Kreis-

ky, ami personnel d'Arafat. Encore une fois, l'OLP avait démenti toute participation à l'attentat de Vienne et « réaffirmé son respect de tous les lieux de culte, de toutes les religions ». De plus, on peut se demander pourquoi l'OLP, qui fait une remarquable percée diplomatique sur la scène internationale, irait compromettre ce succès diplomatique par des attentats unanimement condamnés.

Par contre, certains spécialistes émettent l'hypothèse que des Palestiniens, membres d'organisations hostiles à l'OLP et aux efforts de paix d'Arafat, pourraient être utilisés par des mouvements d'extrême-droite européens pour perpétrer des attentats antisémites visant à salir du même coup la résistance palestinienne. Cette hypothèse doit être prise au sérieux quand on voit l'empressement d'Israël à accuser l'OLP, et la confusion de l'opinion publique qui a trop vite fait d'assimiler Palestiniens et OLP.

Claude LIRIA

Meeting à Paris des étudiants iraniens

Plusieurs centaines de personnes — Iraniens, Afghans, Français, Sud-Américains — étaient venues apporter leur soutien au peuple iranien contre la dictature intégriste, contre la répression sanglante, pour la liberté, l'indépendance et la justice sociale en Iran.

Après avoir rappelé le combat du peuple iranien contre le Shah et contre la domination de l'impérialisme américain, les camarades de l'UEIF brossèrent l'itinéraire de la révolution iranienne jusqu'à la trahison opérée par les chefs du Parti de la République islamique (PRI).

Aujourd'hui toutes les forces sociales qui avaient participé au renversement du Shah sont écartées du pouvoir ou réprimées, qu'il s'agisse des ouvriers, de la petite-bourgeoisie ou de la bourgeoisie nationale progressiste représentée au gouvernement jusqu'à son éviction par Bani Sadr.

De plus les mots d'ordre

d'indépendance nationale de l'Iran face aux deux super-puissances se vident de sens. Les USA ne se contentent pas de s'appuyer sur leurs agents à l'extérieur de l'Iran (comme Bakhtiar), ils espèrent aussi trouver un soutien au sein même du PRI. Quant à l'URSS, elle a des amis bien placés au sein et en dehors du pouvoir. Le Parti Toudeh (pro-soviétique, qui n'est pas au gouvernement mais qui y a infiltré des hommes) a ainsi déclaré que « la troisième tendance au sein du pouvoir considère l'alliance avec nous comme indispensable. » Le Parti Toudeh soutient la répression sanglante contre les centaines de partisans de Bani Sadr, des « Mohdjahedins du Peuple » et des organisations révolutionnaires marxistes. Un dirigeant du Toudeh a déclaré : « Chaque fois que nous disposons d'informations sur les activités contre-révolutionnaires, nous les transmettons au gouvernement. »

Après les interventions de l'UEIF-CIS, plusieurs messages ont été lus à la tribune. Le représentant de Bani Sadr au meeting a lu le message de celui-ci. En voici un résumé : « Khomeiny a perdu sa qualité de guide du peuple iranien qu'il était pour se transformer en Shah. Il a oublié ses promesses de liberté, indépendance et progrès social. Il applique les formes les plus brutales et les plus sauvages de l'arbitraire. C'est pour cela qu'il a trahi l'Islam. Le PRI se révèle incapable de gérer le pays. Le peuple n'acceptera jamais que le cours de l'histoire soit arrêté par une poignée de criminels. Soyez sûrs que la victoire est proche. J'en appelle à la participation de tous dans le combat pour les libertés, pour un avenir qui garantira la fin d'un siècle d'obscurantisme. J'en appelle la jeunesse à se rassembler dans les organisations de son choix et à rejoindre le Conseil de la résistance. »

Le message du Parti du prolétariat d'Iran, après avoir salué le message de Bani Sadr et appelé à la formation d'un Front uni en vue d'un gouvernement de libération nationale, a précisé : « Nous nous réjouissons de l'unité de Bani Sadr et des Modjahedins du Peuple. Mais nous nous réservons le droit de critiquer, car il ne faut pas que le mot d'ordre d'une République démocratique islamique qu'il préconise soit un moyen d'écartier le courant révolutionnaire marxiste. »

Après le message de notre parti et d'autres organisations, l'Associations des Afghans en France, très applaudie par la salle, a rappelé les espoirs que la chute du Shah avait donnés au peuple iranien mais aussi afghan. Espoirs déçus. Aujourd'hui, le Parti Toudeh réprime les réfugiés afghans qui arrivent aux frontières de l'Iran.

C.L.

l'humanité rouge

Fondateur : Jacques JURQUET.
Directeur politique : Pierre BURNAND.
Rédaction : Gilles Carpentier, Léon Cladel, Claude Dhalluin, Hervé Dastar, Estelle Delmas, Michel Lopez, Catherine Lemaire, Claude Liria, Claire Masson, Nathalie Villotiers.
Secrétaire de rédaction : Pierre Marceau.
Administration : Max Durand.
Directeur de publication : Jean-Luc Einaudi.
Commission paritaire : N° 57952 — dépôt légal : 4ème trimestre 1981.

Note de l'administration

Pour tout règlement concernant L'Humanité rouge hebdomadaire (abonnements, ventes militantes, souscription) :

LIBELLEZ VOS CHEQUES A L'ORDRE DE :
PRESSE D'AUJOURD'HUI

Pour toute correspondance écrire à :
PRESSE D'AUJOURD'HUI
BP 70 94220 Charenton
Téléphone : 16 (1) 893 87 16

Suite de la page une

Après le 10 mai, certains ont voulu faire croire que maintenant les choses pourraient avancer par les seules négociations, par ce qu'ils ont appelé la « politique contractuelle ». Or, on voit, par exemple, dans les négociations sur le temps de travail, le patronat refuser toute concession suffisamment importante.

L'attitude des capitalistes montre tout le danger qu'il y aurait pour les travailleurs à croire en une sorte d'« union nationale », de consensus au nom de la lutte contre la crise. Ils seraient les perdants à ce jeu-là.

Du côté des travailleurs, la volonté de transformations, d'améliorations est profonde. La défaite de la droite a redonné confiance. Face à l'exploitation et l'intransigeance des capitalistes et de leurs hommes, dans de nombreux endroits des luttes s'engagent depuis la rentrée de septembre. Elles sont porteuses de revendications immédiates mais aussi de la volonté de voir intervenir de profondes transformations, en particulier dans les entreprises. C'est la bonne voie. Pour que les choses changent, les élections n'ont pas suffi, ne pouvaient pas suffire ; il faut aussi et surtout l'intervention, l'action des travailleurs face à cet immense système de domination de la bourgeoisie. Action d'autant plus nécessaire que le gouvernement n'a pas fait preuve, jusqu'à maintenant, de la détermination suffisante pour avancer vers des changements favorables aux travailleurs. Il a fait beaucoup de concessions aux capitalistes (que l'on songe par exemple à l'importance des indemnités que vont percevoir les capitalistes des nationalisables, au refus du droit de veto contre les licenciements) tout en ne s'engageant pas suffisamment aux côtés des travailleurs. Un gouvernement voulant avancer vers de réels changements aurait tort de craindre la montée de l'action des travailleurs, leur mobilisation. Elle est, au contraire, l'indispensable appui dont a besoin un tel gouvernement face à la réaction.

Par exemple, elle est l'indispensable support d'une vraie guerre contre le chômage, pour l'emploi. Face au patronat qui licencie pour faire plus de profits, qui refuse toute embauche pour exploiter au maximum ceux qui travaillent et réaliser ainsi plus de profits, l'action des travailleurs s'impose pour défendre l'emploi. Quelle belle solidarité est à mettre en œuvre entre ceux qui ont un emploi et ceux qui n'en ont pas pour imposer l'embauche !

Le Congrès du Parti socialiste qui vient de se tenir à Valence a reflété cet aiguïsement de la lutte des classes. De nombreux délégués y ont exprimé leur volonté de voir les changements avancer. En particulier, ils ont mis en cause l'action de ces hauts fonctionnaires qui agissent contre tous les changements et qui n'hésitent pas à saboter leur mise en œuvre. Il s'agit là, c'est clair, d'une question essentielle. Il n'est pas possible, en effet, qu'une politique favorable aux travailleurs puisse être mise en œuvre par des hommes forgés dans la pratique anti-ouvrière. La violence des réactions de droite a montré qu'il y avait là un enjeu important. Il l'est aussi pour les travailleurs qui aspirent à voir déboulonner ceux qui les ont malmenés depuis si longtemps et à pouvoir mieux maîtriser leur propre avenir.

Pierre BURNAND

LE PS : UN PARTI «REVOLUTIONNAIRE TRANQUILLE» ?



Le Congrès du Parti socialiste a adopté une motion qui définit la ligne politique du PS. L'unanimité s'est faite autour d'elle puisque les anciens courants du PS en ont fait leur référence commune.

Pierre BURNAND

La motion de Valence définit ainsi la perspective stratégique du PS : « Nous voici donc devant la tâche exaltante et redoutable de créer ce précédent, de réussir cette grande première : engager pratiquement un grand pays industriellement avancé et de tradition démocratique dans la voie de la démocratie socialiste. Et cela définit le sens, la fonction historique de la nouvelle étape où nous sommes entrés en mai-juin : après l'étape de la conquête du pouvoir politique celle de l'utilisation de ce pouvoir pour une avancée vers le socialisme. » Mais à aucun moment n'est défini le socialisme vers lequel le PS veut aller. Nous pensons, quant à nous, que le socialisme à la française devrait avoir les traits essentiels suivants : — le pouvoir à la classe ouvrière et aux masses populaires, ce qui suppose la mise sur pied de nouvelles structures d'Etat permettant l'exercice de ce pouvoir. — la propriété collective des principaux moyens de production et d'échange. — la mise en œuvre d'une nouvelle logique économique fondée sur la satisfaction des besoins du peuple et rompant avec le pillage du Tiers Monde. Définir le socialisme que l'on veut est évidemment essentiel car en découle la voie mise en œuvre pour y arriver.

Quelle est la voie que le PS veut mettre en œuvre ? La motion parle du « changement par une révolution tranquille » et indique : « Ainsi, le pouvoir politique, pour l'essentiel, c'est nous. Le pouvoir économique, pour l'essentiel, ce sont les secteurs dominants du capitalisme bancaire et monopoliste industriel. Entre ces deux pouvoirs y aura-t-il choc ou compromis?... Nous allons chercher une situation de compromis qui consacrera d'importants changements et qui naturellement sera plus favorable aux forces de transformation sociale, sera un progrès pour le monde du travail... Réussirons nous ce compromis ? Réussirons nous le changement par la "révolution tranquille" ? Car c'est bien de cela, c'est bien d'un changement révolutionnaire qu'il s'agit, dès lors que nous entreprenons de modifier au fond les rapports entre les hommes et les rapports entre les hommes et les choses. Et nous le voulons

"tranquille", c'est-à-dire sans violence. Pour ce qui dépend de nous — mais cela ne dépend pas que de nous — il en sera ainsi. Nous préférons le compromis à la guerre. »

Il y a dans cette conception une ambiguïté fondamentale dans la distinction opérée entre le pouvoir politique et le pouvoir économique. On fait comme si la question du pouvoir politique était réglée, comme si le pouvoir de la bourgeoisie se trouvait dorénavant cantonné à la sphère économique. Or, s'il est vrai que le pouvoir gouvernemental est entre les mains du Parti socialiste, il n'en est pas moins vrai également que le pouvoir politique n'est pas du tout entre les mains des travailleurs. Il demeure entre les mains de la bourgeoisie à travers l'appareil d'Etat. Les travailleurs continuent d'être en situation dominée par cet Etat. Quelle idée se fait le PS du pouvoir politique ? Pour nous, l'objectif est que la réalité du pouvoir politique soit aux mains des travailleurs et de leurs représentants. Ce qui veut dire que l'appareil étatique mis sur pied par la bourgeoisie pour exercer sa domination sur les travailleurs doit être renversé et qu'un nouvel appareil d'Etat, permettant aux travailleurs d'exercer leur pouvoir doit être mis sur pied. A nos yeux, le pouvoir politique ne peut pas se réduire à l'accès d'un parti au gouvernement, quel qu'il soit (la remarque vaudrait également pour nous mêmes si l'éventualité existait). Il semble que le PS n'ait pas dans ses objectifs le pouvoir politique de la classe ouvrière. Il limite son horizon à son propre pouvoir politique. Dans les faits, cela peut conduire à des améliorations pour les travailleurs mais cela ne peut en aucun cas conduire au socialisme, c'est-à-dire à l'exercice du pouvoir politique par la classe ouvrière. Puisque l'on parle de révolution, à nos yeux on désigne par là le renversement du pouvoir politique d'une classe (en l'occurrence la bourgeoisie) par une autre classe qui établit son pouvoir politique (en l'occurrence la classe ouvrière). Aussi, il nous semble que l'emploi par le PS du terme « révolutionnaire » est quelque peu excessif.

DES POSITIONS POSITIVES

Les positions exprimées par le PS au cours du Congrès de Valence au sujet du désarmement ont revêtu un caractère positif mettant clairement en évidence le déséquilibre des forces existant en faveur de l'URSS ainsi que la menace que celle-ci faisait peser. (voir page 7 ce qu'en a dit Lionel Jospin).

Aussi peut-on s'interroger sur les raisons qui ont conduit le PS à inviter en tant que parti ami une délégation du PCUS conduite par un membre du Bureau politique, Boris Ponomarev. Celle-ci a d'ailleurs été huée par de nombreux délégués qui ont acclamé la déléguée de la résistance afghane.

LE REFUS DU DROIT A L'INDÉPENDANCE

Les forces patriotiques des colonies françaises attendaient avec intérêt la position qui serait prise par le congrès au sujet de leur droit à l'indépendance. La motion du PS ne reconnaît pas ce droit ; elle se contente de dire : « Tout doit être mis en œuvre pour que se concrétise dans les DOM, comme en métropole, une large décentralisation dans le cadre des institutions de la République, tenant compte des spécificités locales. » Le combat contre le colonialisme français demeure donc.

Des têtes

Une des questions qui a le plus marqué le Congrès de Valence est celle des hauts cadres de l'appareil d'Etat qui s'opposent au changement et de l'attitude à adopter à leur égard. Le jour de l'ouverture du congrès, Paul Quilès, responsable à l'Organisation du PS déclarait : « La nouvelle équipe doit faire face à la résistance, voire à l'obstruction de l'opposition et de ses relais, jusque et y compris dans certaines sphères de la haute administration. Lorsque l'on est face à un blocage, soit on l'accepte — à ses risques et périls — soit on le fait sauter. Que l'on me comprenne bien ! Je ne préconise pas une quelconque "chasse aux sorcières", c'est-à-dire l'élimination systématique d'hommes et de femmes en raison de leurs opinions. Nous ne ferons pas ce qu'a fait Giscard au RPR après la démission-éviction du poste de premier ministre de Chirac en 1976.

« Par contre, nous ne devons pas confondre "idéologie et naïveté" (comme l'a dit Jacques Delors à l'Assemblée nationale dimanche dernier).

« L'idéalisme, c'est la fidélité à nos idées et notamment à notre volonté de respecter les hommes.

« La naïveté, ce serait de laisser en place des gens qui sont déterminés à saboter la politique voulue par les Français (recteurs, préfets, dirigeants d'entreprises nationales, hauts fonctionnaires). Regardez la façon dont M. Moussa a tenté de s'opposer depuis des mois à la nationalisation de son groupe. Je trouve sain et normal qu'il ait été contraint avant-hier de démissionner.

« Croyez bien que personne ne nous saurait gré de laisser en place tous ces hauts responsables de l'économie ou de l'administration, qui sont nos adversaires, il ne faut pas avoir peur de le dire. En politique, faire un cadeau de ce genre, c'est se condamner soi-même.

« Il ne faut pas non plus dire : "des têtes vont tomber", comme Robespierre à la Convention, mais dire lesquelles et le dire rapidement. C'est ce que nous attendons du gouvernement car il en va de la réussite de notre politique. »

Ces paroles furent accueillies avec enthousiasme par un grand nombre de délégués. Ce premier jour du Congrès de Valence fut d'ailleurs marqué par les manifestations d'une réelle volonté de changements de la part d'un grand nombre de délégués.



Un délégation du secrétariat politique du PCML (photo ci-dessus) composée de Camille Granot, Pierre Bauby, Pierre Burnand et Jacques Jurquet, était invitée au Congrès de Valence. Le message que nous publions a été transmis au secrétariat national du Parti socialiste.

Le Parti communiste marxiste-léniniste vous remercie pour votre invitation à votre Congrès et vous souhaite un plein succès dans vos travaux.

Votre Congrès a lieu dans la nouvelle situation politique survenue avec l'élection de François Mitterrand à la présidence de la République et celle d'une large majorité de gauche à l'Assemblée nationale. Cette nouvelle situation, à laquelle notre parti a contribué, crée des conditions de changements favorables aux travailleurs de notre pays comme aux peuples

du monde.

Pour lutter efficacement contre le chômage et la vie chère, le PCML estime indispensable d'aller dans le sens de la mise en cause de la recherche et l'appropriation du profit maximum par les capitalistes, de la mise en cause du pouvoir patronal et de la liberté d'entreprise, de la suspension des licenciements qui se poursuivent, de l'embauche des intérimaires et travailleurs à statut précaire, de l'extension des droits et libertés syndicaux et politiques. Pour que les travailleurs ne fassent pas les frais de la crise capitaliste, il est nécessaire de s'attaquer aux profits.

Faire appel aux forces du grand capital, au patronat, au nom d'une prétendue lutte commune pour l'emploi, ne pourrait, au contraire, conduire qu'à des concessions de plus en plus grandes face à leurs pressions, à leurs exigences, interdi-

rait de concrétiser les espérances des travailleurs, ne permettrait pas d'aller dans le sens de la rupture avec le système capitaliste.

La situation mondiale est caractérisée par l'aggravation de la situation internationale, l'accélération de la course aux armements, l'augmentation du danger de guerre. Celles-ci proviennent de la rivalité croissante des deux superpuissances, USA et URSS, pour l'hégémonie mondiale.

Pour défendre la paix, le PCML se prononce pour le soutien aux peuples du monde en lutte pour leur indépendance et leur droit à disposer d'eux-mêmes, une véritable solidarité avec le Tiers Monde et en particulier la satisfaction de ses revendications pour un nouvel ordre économique mondial, le développement d'une défense indépendante en mesure de résister à toute pression ou agression, l'action pour un désarmement général, simultané et contrôlé, comportant en même temps le démantèlement en Europe des bases de SS20 et la non-installation des Pershing, la destruction des armements conventionnels et nucléaires, y compris la bombe à neutrons, la dissolution de l'OTAN et du Pacte de Varsovie, le retrait des bases et troupes étrangères de tout pays.

Ces mesures sont de nature à aller dans le sens de l'affaiblissement de l'exploitation et de l'oppression des travailleurs français et des peuples dominés, de la résistance aux deux superpuissances, à leurs ingérences et agressions.

Le secrétariat politique du PCML
le 23 octobre 1981



De nombreuses délégations étrangères étaient invitées au Congrès du PS. On notait notamment la présence d'une délégation du Parti communiste chinois conduite par Feng Xuan, membre du Comité central; de la République démocratique et populaire de Corée; de l'OLP; de la résistance afghane. Norodom Sihanouk était également présent.

CORSE

QU'EST-CE QUI CHANGE ?

« Sans aucun procès au gouvernement, nous voulons être vigilants »

EDMOND SIMEONI .UPC.

Le 10 mai, la liesse s'empare également des Corses. Le gouvernement giscardien est balayé, éjecté; d'immenses espoirs éclatent le cœur d'une immense majorité de Français et de Corses. La répression, l'anti-démocratie, un certain type de colonialisme, le pillage des ressources de l'île pouvaient alors prendre fin. Mitterrand, dans sa plateforme électorale, offrait une perspective sympathique : « Pour moi, affronter courageusement le problème corse, c'est rechercher l'ensemble des moyens nécessaires à l'affirmation et l'épanouissement de l'identité corse dans tous les domaines de la vie politique, économique, sociale et culturelle. ». L'Assemblée nationale s'inscrit dans cette dynamique, elle vote la dissolution de la Cour de sûreté de l'Etat, l'amnistie de la plupart des prisonniers politiques. Elle examinera, en janvier 82, le statut particulier de la Corse.

Pourtant de nombreux Corses, militant soit pour l'indépendance, soit pour l'autonomie, ainsi que notre parti, militant pour le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, ne sentent pas que le gouvernement soit animé d'une véritable volonté de changement. Des hommes de Giscard occupent toujours les mêmes postes, poursuivent sa politique. L'amnistie a « oublié » quelques patriotes dans les prisons.

Alors le gouvernement veut-il vraiment réaliser le changement ou poursuivre la politique giscardienne en gommant toutefois ses aspects les plus éhontés? Edmond Simeoni, M^e Lucien Felli, M^e Camille Giudicelli expriment, à Paris le 22 octobre, les positions de l'UPC sur cet épineux problème.

Nathalie VILLOTIERS

La Corse a été plus malmenée en 20 ans du régime précédent qu'en deux siècles de colonisation. La sourde puis éclatante colère des Corses contre les gouvernements de la Ve République entravait la politique que ceux-ci entendaient mener; c'est pourquoi, sans rien changer, évidemment, à leur politique économique, ils eurent recours de plus en plus fréquemment à la répression. La Corse subit la loi d'airain du colonialisme, avec la désertification, l'arrivée massive d'allogènes, la prévarication, le clanisme local, lien structurel dû au colonialisme. Peu à peu, l'image d'une Corse paupérisée pris corps. Peu à peu, les Corses se sont considérés comme des assistés; à force d'entendre que lorsque la France donne 3,85 francs à la Corse, cette dernière ne lui rend qu'un franc, on y croit! Jamais, les gouvernements précédents n'ont révélé que dans le déséquilibre de la balance commerciale, que les pensions et retraites étaient comprises dans les apports de fonds du continent à l'île, comme s'il s'agissait de « dons », que les TVA sur les produits pétroliers payés par les consommateurs corsés ne figuraient pas dans l'apport de la Corse à la France, ni que les bénéfices de Trigano, largement implanté, dans l'île, n'étaient pas comptabilisés dans l'apport corse au PNB.

Cette politique de pillage économique a fonctionné parallèlement avec une répression farouche. Faut-il rappeler les 15 gendarmes, la présence de gendarmes mobiles, CRS et autre, Légion étrangère; épaulés activement dans leur quadrillage de la population

par des barbouzes de type « Francia ». Faut-il rappeler le rôle de la Cour de sûreté de l'Etat, jurisprudence fiévreuse qui a pris en enfilade toute la jeunesse corse, jetant 150 patriotes en prison? Le 10 mai a marqué un pas décisif. Le bilan est loin d'être négatif, le peuple corse a su faire entendre sa voix auprès du gouvernement. Le plan de répression a été démantelé à travers la Cour de sûreté de l'Etat qu'elle incarnait; une loi d'amnistie a rendu ses enfants (pas tous, pourquoi?) à la Corse; l'Université corse va rouvrir ses portes (avec des insuffisances, certes). Ces acquis sont les fruits du combat du peuple corse pour son droit à la différence, à la culture, à sa reconnaissance. Si le gouvernement actuel a satisfait, très partiellement, une partie de ces revendications, si les termes du problème corse sont posés différemment, il demeure toutefois intact.

Des faits, ici et là, nous interpellent. Le gouvernement a commandé un bilan du septennat de Giscard, celui-ci est maintenant public, pourquoi a-t-il refusé de faire établir toute enquête sur la dévotion de l'argent public en Corse, sur le fonctionnement des mairies de Bastia, d'Ajaccio, de Porto-Vecchio, sur les combines de la chambre d'Agriculture. Aurait-il l'intention de cautionner les tripataillages précédents, de les poursuivre? Il se garde de publier la balance financière Corse-France pour l'année 80, aurait-il le dessein de continuer la même politique économique que Giscard? Si le gouvernement veut éviter que de telles hypo-

thèses soient formulées, qu'il se plie donc à cette mise à l'air de l'utilisation des fonds publics sous Giscard!

Excepté le charcutage électoral qui vise à faire sauter Jean-Paul de Rocca-Serra de sa prédominance en Corse sud (*), les autorités mises en place par Giscard et servant sa politique n'ont pas été remplacées. Pis, des hommes, dont la réputation n'est plus à faire, ont été nommés à des postes importants : M. Grisicelli, fossoyeur de l'Université de Corti, est à la tête de la Commission sur la Corse; l'inspecteur Dragacci, spécialiste de la chasse anti-autonome, a été nommé au commissariat de Corti, à Ajaccio, un jeune corse a été brutalisé et blessé par des policiers en patrouille sans aucun motif, J-F Bernardini, du groupe « L-Muvrini » promouvant la culture corse, a été destitué de son poste.

IL Y A LOI D'AMNISTIE ET LOI D'AMNISTIE...

La loi d'amnistie « large et généreuse » laisse néanmoins des patriotes corsés croupir en prison : Alain Orsoni, Yanick Leonelli, Claude Susini; d'autres sont toujours recherchés : Costa, Pierlouis. Rien ne justifie cette discrimination : les patriotes corsés ont été condamnés pour des mêmes faits, par la même juridiction, l'amnistie doit s'appliquer à tous. Tant qu'il y aura des patriotes corsés en prison, le problème corse ne pourra pas se régler. 1 600 000 centimes sont réclamés à Nonce Grisoni, ex-victime amnistiée de la Cour de sûreté de l'Etat, pour couvrir les frais de l'instruction qui l'a condamné; et semble-t-il, ce cas ne serait pas isolé. On aurait pu s'attendre à une démarche tout à fait inverse : que les victimes de la Cour de sûreté de l'Etat perçoivent des dommages et intérêts, non? Enfin, en raison des restrictions de la loi, si la plupart des prisonniers ont été libérés,

les poursuites consécutives aux événements d'Aléria (75), nuit de Bastia (75), affaire Biaggi (77), Ghisumaccia (78), Ajaccio (79 et 80), elles, demeurent. Ceci revêt une gravité d'importance. Alors où veut en venir le gouvernement, puisqu'il ne reconnaît pas le bien-fondé de telle ou telle action militante pour le droit du peuple corse à disposer de lui-même, puisqu'au contraire, il les poursuit en justice. C'est ici que réside le nœud du problème. Mitterrand prend garde à ne pas parler du problème du peuple corse, mais du problème corse. Ainsi fait, ces dernières déclarations à Mexico sur les droits des peuples, ne peuvent lui être retournées. Prudent, il n'a pas évoqué, non plus, les mesures qu'il entendait prendre pour faire disparaître les facteurs de colonisation : la composition des listes électorales, la politique d'assistance liée au sous-développement économique, le chômage et l'exil organisés, les atteintes à la législation du travail, etc...

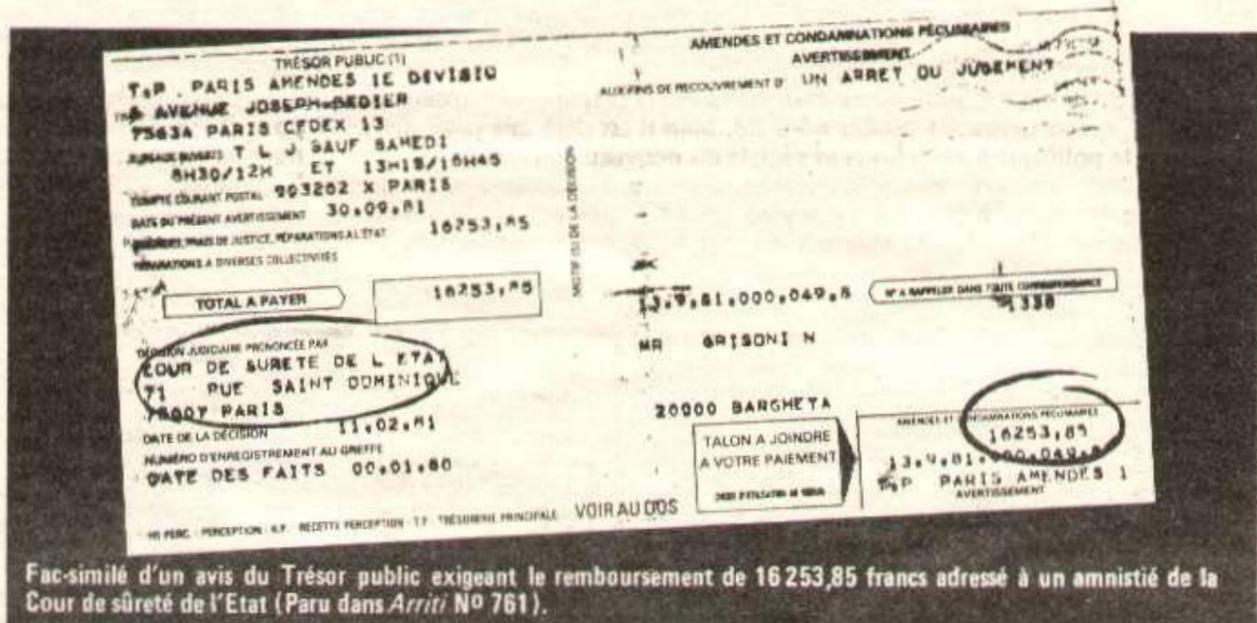
LES CARENCES DU STATUT POLITIQUE

Le projet de statut particulier pour la Corse, fort en retrait du projet d'autonomie de l'UPC, amorce un processus de décolonisation, mais il risque de n'en rester que là. Le projet gouvernemental ne songe à mettre fin à la bi-départementalisation de l'île. Or, celle-ci est le reflet saisissant du clanisme, qui fortement ébranlé par l'Etat démocratique de Pasquale Paoli, a été ressuscité par le colonisateur après la conquête de l'île en 1769. Colonisateur désireux de se doter d'un relais politique entre lui et la masse des indigènes, d'installer une division artificielle entre Corse du Nord et Corse du Sud. Le projet gouvernemental évoque la possibilité d'abat-

tre le clanisme qu'une fois l'Assemblée régionale constituée. C'est une histoire à dormir debout, puisque justement, en maintenant la bi-départementalisation de l'île il maintient le clanisme, donc il le reconduit dans ses fonctions, en multipliant ses pouvoirs politiques et en décuplant ses pouvoirs matériels. On ne voit pas bien comment alors il pourrait l'abattre! Le projet de statut particulier n'a pas été établi au vu d'une analyse du processus de colonisation. Il ne dispose pas de moyens aptes à remédier aux manifestations colonialistes; à savoir : suite à la conquête militaire, le départ de la Légion étrangère; suite à une dépendance économique et sociale, une indépen-

dance de même type; suite à une colonisation de peuplement, la possibilité pour les Corses de retourner dans l'île; suite à une aculturation, le bilinguisme. Une remarque à ce sujet : le texte gouvernemental prévoit un enseignement de la langue corse, mais les parents pourraient en dispenser leurs enfants. Il ne s'agit donc que d'enseignement de langue corse et non pas d'enseignement donné en corse, car comment alors les parents pourraient-ils dispenser leurs enfants de cours de math ou de géographie.

(* J-P de Rocca-Serra, l'un des piliers du clanisme, l'autre étant François Giacobbi.



Fac-similé d'un avis du Trésor public exigeant le remboursement de 16 253,85 francs adressé à un amnistié de la Cour de sûreté de l'Etat (Paru dans Arriti N° 761).

Non à la taxe supplémentaire de 4% imposée à L'Humanité Rouge

(Lettre adressée au président et aux membres de la Commission des finances à l'Assemblée nationale.)

Monsieur le Président, L'Assemblée Nationale examine actuellement le projet de loi de finances pour 1982. Ce projet comporte une disposition sur laquelle nous désirons attirer votre attention et celle de votre groupe.

Il s'agit de l'imposition à la TVA de la presse non quotidienne, au taux de 4%. Si pour la grande presse cette nouvelle imposition peut sembler négligeable, il n'en est pas de même pour la presse politique, en particulier celle qui ne dispose pas d'une grande diffusion. Cette presse a déjà de plus en plus de mal à vivre. D'ailleurs le Gouvernement a annoncé récemment son intention de venir en aide à la presse d'opinion.

Il nous apparaît contradictoire que dans le même temps une nouvelle taxe vienne encore un peu plus étrangler la presse politique et nous vous demandons d'intervenir lors des débats pour qu'elle continue à être exonérée.

Nous souhaitons être reçus par des représentants de votre Groupe auxquels nous pourrions exposer nos difficultés à publier notre hebdomadaire, l'Humanité rouge.

Comptant sur votre réponse et votre intervention, nous vous prions de croire, Monsieur le Président, à l'assurance de nos meilleurs sentiments.

Pierre Bauby, secrétaire politique du PCML

PLAN INTERIMAIRE 82-83

Quelle relance ?

Le projet de plan intérimaire couvrant les années 82 et 83, est actuellement discuté, de façon consultative, par le Conseil économique et social, composé des différents « partenaires sociaux » (en particulier CNPF et syndicats) avant d'être soumis en décembre, au Parlement.

Comme son nom l'indique, ce plan ne fait que préparer le véritable plan quinquennal, qui couvrira les années 84 à 88. Mais il est déjà une première définition de la politique économique et sociale du nouveau gouvernement.

« Le plan, démocratisé et décentralisé, donnera un nouveau contenu au développement économique. La croissance sociale s'appuiera sur le dynamisme du secteur public, l'encouragement à l'investissement, l'augmentation des

bas revenus et l'amélioration des conditions de travail », affirmait le Parti socialiste dans ses « 110 propositions » adoptées en janvier 1981, lors de la désignation de François Mitterrand comme candidat à la Présidence de la République.

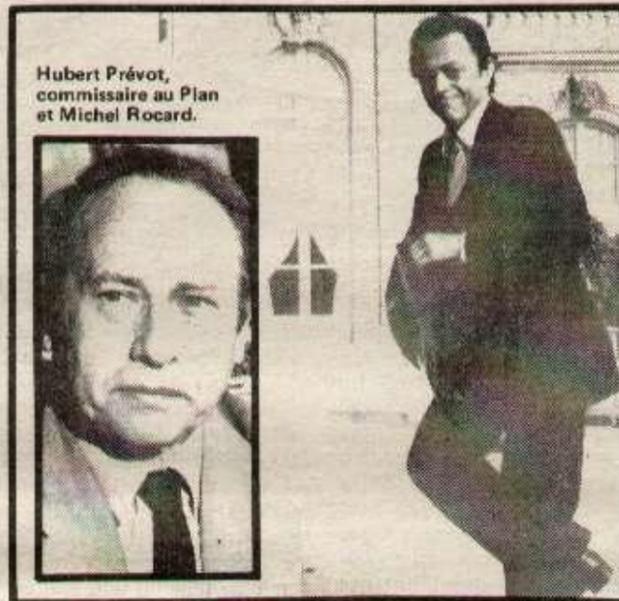
Le contenu de ce plan intérimaire est donc particulièrement important pour la classe ouvrière et l'ensemble des travailleurs. Dans ce premier article nous analyserons, à partir des premiers éléments de connaissance du projet, les priorités définies et les idées force.

Pierre BAUBY et Catherine LEMAIRE

Cette croissance doit prendre appui, selon le projet, dans un premier temps sur une relance de la demande intérieure, et d'abord de la consommation, pour ranimer l'économie. Elle consiste également à jeter les bases structurelles d'une croissance plus autonome. Il s'agit de reconquérir le marché intérieur, ce qui passe par la production, en France, de ce qui est aujourd'hui importé, et par la promotion des exportations.

Tout ceci implique de « donner une priorité aux dépenses d'investissement ». Ainsi Michel Rocard, ministre du Plan et de l'aménage-

ment du territoire, déclare dans une interview au *Matin* (20 octobre 1981), que priorité doit être donnée « aux investissements importants dans des secteurs rapidement économiseurs de devises ou permettant de détendre notre garrot externe. Il s'agit à l'évidence des économies d'énergie et de la reconquête du marché intérieur dans de nombreux secteurs — machines-outils, filières cuir, bois, électronique grand public, armement maritime — (...) L'objectif prioritaire dans le temps et dans la nature des choix inscrits dans le Plan est d'améliorer notre position extérieure ».



Hubert Prévot, commissaire au Plan et Michel Rocard.

«RENOVER L'APPAREIL PRODUCTIF»

Pour se donner les moyens de cette politique, le Plan propose de rénover l'appareil productif. D'abord par une claire définition des rôles du secteur public et du secteur privé, ensuite par une politique au service de l'impératif industriel, enfin par la promotion de la recherche et de l'innovation et par l'amélioration de l'appareil de formation.

Dans ce cadre, le Plan jouera un rôle moteur dans les nécessaires restructurations, en particulier pour la sidérurgie et la chimie. Il permettra de consolider et de développer les autres branches qui constituent le socle industriel de l'économie française: énergie, électronique, gros équipements, matériel de transport.

Le Plan visera également à tirer un meilleur parti des ressources naturelles: la filière bois bénéficiera de la constitution d'un pôle public important (bois-papier) et de la complémentarité de ce pôle avec les organismes publics existants pour la production du bois.

Le Plan exercera un effet d'entraînement sur le secteur privé, notamment à travers la coopération avec les entreprises sous-traitantes et les fournisseurs. En particulier, le secteur public par sa production propre, mais surtout, par la programmation de ses commandes et par le soutien technique qu'il pourra apporter aux entreprises privées, favori-

sera l'essor de la machine-outil, de la robotique et des automatismes, nécessaires à la modernisation de l'appareil industriel.

Le Plan définit ainsi dans ses grandes lignes, une gigantesque restructuration de l'ensemble de l'appareil productif, autour de filières complètes et non plus de seuls créneaux comme le prévoyait le 8ème Plan de Giscard-Barre. Mais ces restructurations, dont le but reste bien la compétitivité intérieure comme extérieure, nécessitent à la fois des transferts massifs de capitaux et une grande « mobilité » des travailleurs. Il est à craindre que cela entraîne la poursuite des licenciements. Ne parle-t-on pas déjà, dans le cas de la sidérurgie, de plusieurs milliers de nouveaux licenciements ?

Les entreprises sous-traitantes des monopoles, le « secteur privé », tout en étant « entraînées » par le développement économique, risquent fort d'avoir à jouer un rôle d'amortissement des flux et de reflux de la conjoncture, à embaucher et à licencier en fonction des besoins des monopoles et du « secteur public ». On arriverait ainsi à un secteur dans lequel les travailleurs auraient, à la différence des entreprises nationalisées, une situation précaire, des conditions de travail plus dures, et seraient entièrement soumis aux aléas de la production.

LE FINANCEMENT DES INVESTISSEMENTS

Dans l'interview au *Matin*, Michel Rocard souligne que « cette croissance doit reposer sur des investissements financés de façon à ne pas donner une impression de laxisme ni à provoquer un réflexe d'inquiétude facteur d'inflation. De là, découle la modération du taux de croissance retenu, et le maintien du déficit budgétaire au-dessous de 3% du PIB — 2,6% — (...) Le financement des divers déficits publics, qu'il s'agisse du budget de l'Etat

ou du budget social, doit se faire dans des conditions qui n'entravent pas l'effort d'amélioration de la production. C'est une priorité absolue ».

Là encore, il est à craindre que ce soit aux travailleurs de payer la note, épargnant par là les profits des trusts. D'ailleurs, Michel Rocard préconise « un arrêt de l'accroissement des charges de l'entreprise » (*Le Monde* du 15. 10. 1981).

UNE «LUTTE SEVERE» CONTRE L'INFLATION

Dans le *Matin*, Michel Rocard souligne aussi que « notre inflation est surtout une inflation par les coûts » et qu'il convient de mettre sur le même pied la lutte contre l'inflation et la lutte contre le chômage. A la question posée: « N'est-ce pas précisément le discours que tenait R. Barre ? », il répond: « C'est possible. Cela devrait nous amener en tout cas, à réfléchir davantage sur les rapports entre le discours et l'acte. Le précédent gouvernement n'a traité le problème de la hausse des prix qu'en termes d'inflation par la demande. Il a tout étranglé. Sans réaliser de réformes structurelles, ni sur la distribution ni sur la compétitivité de certains sec-

teurs industriels clés. Et en prenant des mesures qui ont augmenté considérablement les charges financières des entreprises... Notre rôle à nous, sera d'assurer de meilleures conditions de financement aux entreprises, tout en surveillant de près, l'évolution de leurs coûts ». Et plus loin, « Je vous le dis, nettement, les charges pesant sur les entreprises ne devront pas augmenter en 1982 et 1983. Il faudra donc notamment, programmer les dépenses de santé et en modérer l'évolution ». C'est ce que Michel Rocard dénomme un « devoir de solidarité » et le Plan parle d'un « programme de solidarité nationale ». Mais cet appel de la solidarité s'adres-

En présentant le plan intérimaire à la presse, le 21 octobre, Hubert Prévot, commissaire général au Plan, a précisé que sa réussite reposerait sur la réalisation de 6 objectifs principaux:

1) Croissance de 400000 à 500000 du nombre d'emplois en 82 et 83 pour stabiliser puis inverser la tendance du chômage.

2) Rythme de croissance supérieur à 3% en 82 et 83.

3) Réduction de la durée hebdomadaire du travail à 35 heures en 85, c'est-à-dire une heure en moyenne par an, sans perte de salaire par tête.

4) Augmentation de 2% par an en moyenne du revenu disponible des ménages, progression inférieure à celle du Produit intérieur brut, de façon à dégager une marge disponible pour l'investissement, la recherche et les services collectifs.

5) Maintien du pouvoir d'achat moyen des salaires et progression plus rapide des bas salaires.

6) Relèvement des bas salaires dans le cadre de négociations contractuelles.

se-t-il toujours aux mêmes: aux travailleurs pour le plus grand bien des profits patronaux ?

Dans ce sens, la lutte contre l'inflation affirmée dans le projet, passe par « l'amélioration du fonctionnement des marchés, la poli-

tique monétaire et la recherche de la modération conjointe des prix et des revenus nominaux ». Or, dans pareil cas, on a toujours remarqué que c'étaient les salaires qui se voyaient modérés, alors que les prix continuaient, eux, leur ascension.

UN NOUVEAU «PARTAGE DU TRAVAIL»

Michel Rocard affirme: « sans croissance le partage du travail ne suffira pas à résorber le chômage ». Ainsi, la recherche d'une « croissance durable et plus rapide » passe d'un côté par la priorité donnée aux dépenses d'investissements et de l'autre par un nouveau partage du travail, par, « une réduction de la durée de travail qui soit conciliée avec le maintien des capacités de production et la recherche d'une meilleure utilisation des équipements ». Bref, il s'agit de faire tourner davantage les machines. Ne risque-t-on pas alors de multiplier le travail en équipes, au détriment des conditions de travail et de vie de la classe ouvrière ? Ne parle-t-on pas, dans certains services, dits publics, de ré-instaurer le travail le samedi ?

Enfin, ce partage du travail « doit s'accompagner d'une affectation des gains de productivité plus favorables à l'emploi ». Ceci implique une modération de l'évolution du pouvoir d'achat des salariés, les gains de productivité étant partagés entre baisse de la durée du travail et hausse des rémunérations.

Mais tout dépend à partir de quoi on calcule la hausse des rémunérations. L'indice des prix truqué de l'INSEE servait ces dernières années, à cacher la baisse bien réelle du pouvoir d'achat. En sera-t-il de même demain, quand le Plan parle de maintien du pouvoir d'achat moyen des salaires ?

Au terme de cette première analyse du projet de Plan intérimaire, on peut craindre qu'il traduise non pas tant la recherche d'une mise en œuvre d'une politique répondant aux besoins les plus légitimes des travailleurs, mais s'oriente davantage vers la recherche d'un renforcement d'une productivité et rentabilité accrues des trusts sur la base de l'allègement des charges des patrons.

Quant à la « démocratisation » promise du Plan, il n'y a jusqu'ici rien de nouveau: ce sont toujours des commissions regroupant haut-fonctionnaires, CNPF et syndicats qui ont contribué aux 300 pages du projet qui vient d'être présenté. Il y a là, de quoi inquiéter.

MARSEILLE

Renault toujours ...

Depuis de nombreux mois les travailleurs de Renault Marseille Michelet posaient un certain nombre de revendications.

1) Plus d'ARC, c'est-à-dire les OS. A l'heure actuelle, les ARC sont au coefficient 170, et n'ont pas la possibilité de passer au coefficient supérieur et d'avoir un déroulement de carrière. OS tu es, OS tu restes!

Les travailleurs demandent le coefficient 175 minimum avec déroulement de carrière. Un accord national est d'ailleurs intervenu dans ce sens avec la direction commerciale de France qui prévoit le passage du coefficient 170 au coef 175 au bout d'un an maximum. En plus de cette revendication, qui est générale dans toute la Régie, les travailleurs de Marseille demandent l'embauche de tous les intérimaires travaillant dans la succursale.

2) Le remplacement de tout départ à la retraite poste par poste.

3) Le lendemain de Noël chômé et payé.

4) D'autre part la direction locale n'hésite pas à bafouer la loi sur les congés payés, notamment sur le

fractionnement (2 jours supplémentaires). En effet les travailleurs qui veulent fractionner leurs congés sont obligés de renoncer par écrit aux 2 jours supplémentaires. Si un travailleur refuse de renoncer à ces deux jours, la direction l'oblige alors à prendre ses congés en une seule fois.

5) Depuis des années également, la direction a créé une catégorie de salariés marginalisés; ce sont tout simplement les militants syndicaux et les travailleurs combattifs. Pour ceux-là, pas question de compter sur une quelconque promotion ou autre avantage.

Les travailleurs exigent la fin de cette politique. Depuis des mois, donc, le syndicat CGT demande l'ouverture de négociations sur toutes ces revendications. Depuis des mois, la direction bloque toute discussion. Devant cet état de fait, le 14 octobre, l'ensemble des travailleurs de Renault Marseille Michelet ont décidé de se mettre en grève et d'occuper les locaux jusqu'à ce que la direction accepte d'ouvrir les négociations.

Correspondant

ISSOUDUN

Les méthodes restent ...

Issoudun, sous-préfecture de 17000 habitants, on a de la chance! Le Maire, M. A. Laiguel, mitterrandiste de toujours, a été élu maire en 1977 et député en juin 81; il est de plus le président du Conseil général de l'Indre. Dans notre département, tous les députés étaient de droite (RPR), depuis juin, ils sont tous PS! C'est le grand changement!

Dans le domaine de la santé, le ministère a créé 2000 postes pour les budgets supplémentaires de fin d'année pour toute la France. Chiffre ridicule au regard des besoins, des retards accumulés. Ces 2000 postes ne sont même pas suffisants pour répondre aux situations urgentes, dramatiques.

Mais s'il est une petite ville de province qui n'a pas à se plaindre, c'est Issoudun! Avec un hôpital de un peu plus de 300 lits (avec la maison de retraite) et 230 agents titulaires et 15 agents auxiliaires, c'est 15 postes qu'il vient d'avoir au budget supplémentaire. Cela porte donc les effectifs à 260 agents. Sur les 18 postes qui ont été accordés au département de l'Indre, 15 l'ont été à l'hôpital d'Issoudun et 3 autres au Centre de polyhandicapés... d'Issoudun aussi...

Ainsi, le Centre hospitalier de Châteauroux qui compte plus de 600 agents n'a pas eu un seul poste, les autres hôpitaux des deux autres sous-préfectures non plus!

Pourquoi? M. Laiguel est un homme qui monte dans le PS, et il a le bon goût d'être proche du Président.

Correspondant

DESARMEMENT

Pourquoi nous n'avons pas manifesté le 25 octobre

Le PCML ne s'est pas associé à la manifestation qu'organisa, le 25 octobre, le Mouvement de la Paix. Et pourtant, pourrait-on nous dire, le mot d'ordre central de cette manifestation était «Ni Pershing, ni SS20», ce qui est également notre mot-d'ordre depuis que le problème se trouve posé. On voit également le PCF se rallier à cette formulation. Il y a là une évolution notable qui reflète une certaine prise de conscience, dans notre pays, de la nature de l'URSS. On se souvient, en effet, que lorsque fut annoncé, il y a environ deux ans, le déploiement à partir de 83 des Pershing et des Cruise, le PCF organisa une campagne s'en prenant exclusivement à ce projet tout en passant sous silence l'existence des fusées soviétiques SS20 déjà installées et déjà pointées sur l'Europe de l'Ouest. Cette orientation, ouvertement unilatérale, qui fut suivie de l'approbation de l'invasion de l'Afghanistan, explique sans doute l'échec que connurent alors les initiatives du PCF en ce domaine et l'isolement dans lequel il se retrouva. Aujourd'hui, le PCF se rallie à la formulation «Ni Pershing ni SS20». Dont acte. Mais, par delà la formulation des choses, l'essentiel est le contenu que l'on y met. Et de ce point de vue, bien des acceptations peuvent être données à ce mot d'ordre. Précisons donc le contenu que le PCML lui donne et qui explique la raison pour laquelle nous ne nous sommes pas associés à la manifestation du 25 octobre.

1 Nous nous prononçons contre l'installation des Pershing car nous savons que les USA n'ont pas pour but de défendre l'indépendance des pays européens mais bien plutôt de défendre leurs positions dans la rivalité mondiale à laquelle ils se livrent avec l'URSS. Ils veulent en particulier préserver leurs positions économiques en Europe. Seuls les Européens seront à même de défendre l'indépendance des pays européens. C'est pourquoi nous nous prononçons en faveur d'une défense commune des pays européens afin de réduire leur dépendance envers les USA. Néanmoins, il est rigoureusement impossible de se prononcer contre les Pershing sans, dans le même temps, se prononcer contre les SS20. Ce serait agir en faveur de l'URSS. C'est pourquoi nous lions de manière indissociable les deux. De même, on ne peut absolument pas envisager une situation où les SS20 seraient maintenues tandis que les seuls Pershing ne seraient pas installés. Il convient donc, dès lors, de réfléchir à ce qui est nécessaire pour pouvoir aboutir à la non-installation des fusées Pershing sans que cela fasse le jeu de l'URSS.

2 Il n'y a pas égalité, en Europe, entre les forces armées soviétiques et du Pacte de Varsovie et celles des pays européens et des USA. Il y a un important déséquilibre en faveur de l'URSS et du Pacte de Varsovie. Ceci est tout particulièrement vrai en ce qui concerne les euromissiles. Il y a, à l'heure actuelle, 250 fusées SS20

en place et l'on continue à en déployer au rythme d'un tous les cinq jours. Ces missiles nucléaires, d'une portée de 5000 kilomètres, peuvent atteindre n'importe quel objectif situé en Europe de l'Ouest avec une grande précision puisqu'elle est de moins de 100 mètres. Ces armes nucléaires-là sont donc déjà en place et ont apporté à l'URSS une supériorité très nette en Europe. Dans le même temps, l'URSS produit un bombardier nucléaire, le Backfire, destiné également à l'Europe.

Le projet de Pershing et de Cruise américains n'est que la conséquence de cette situation, la superpuissance US voulant essayer de réduire son retard en Europe. Oui, il y a là escalade de la course aux armements, mais il faut être clair: c'est l'URSS qui est à l'initiative dans cette escalade. La seule solution réaliste et réellement conforme à la défense de la paix est que l'URSS démantèle prioritairement les fusées qu'elle a installées d'ores et déjà et qu'évidemment elle cesse d'en installer de nouvelles comme elle le fait en ce moment. Il faut qu'ainsi soit rendue sans raison l'installation à partir de 83 des Pershing. Notons encore le déséquilibre flagrant entre la réalité de fusées déjà installées et un projet prévu pour 83. Notre position est donc claire: le retrait prioritaire des SS20 doit rendre inutile le déploiement des Pershing. Telle est le contenu que nous donnons au mot d'ordre: «Ni Pershing ni SS20».

3 La question des euromissiles n'est qu'un élément de la supériorité militaire soviétique en Europe. On sait que, dans le domaine des armements conventionnels, l'URSS dispose d'une importante supériorité notamment pour ce qui concerne les blindés. La lutte pour la paix et le désarmement doit donc prendre pleinement en compte ces armements-là. Si les SS20 étaient démantelés, ce qui serait favorable à la paix, la supériorité soviétique demeurerait néanmoins et il faudrait continuer à agir pour la réduction massive des armements conventionnels. Le refus de la bombe à neutrons doit s'accompagner de la lutte contre les armements conventionnels, notamment les blindés soviétiques.

4 L'acceptation du déséquilibre existant ne contribue pas à la défense de la paix; le déséquilibre du rapport de forces tend à créer les conditions de déclenchement d'un conflit. Le renforcement de ce déséquilibre rapproche l'éclatement d'un conflit. L'URSS, en effet, n'est pas une force qui agit en faveur de l'indépendance des peuples et de la paix mais une superpuissance agressive qui agit pour étendre son hégémonie au détriment de sa rivale américaine. La guerre d'occupation qu'elle poursuit en Afghanistan est la manifestation de cet expansionnisme. Tout au long de ces dernières années, l'URSS a agi pour développer considérablement son potentiel militaire, nucléaire et conventionnel, afin

d'arriver à une supériorité sur les USA et être ainsi en mesure de se lancer dans une agression en Europe.

La défense de la paix, cela signifie donc agir contre ce déséquilibre. Ce qui aujourd'hui, passe par le démantèlement des SS20 et la réduction des armements conventionnels soviétiques.

5 Il convient d'être attentif à la tactique adoptée par l'URSS au sujet des euromissiles afin de préserver sa supériorité. Celle-ci exige que les USA et les gouvernements européens renoncent d'abord à l'installation des Pershing comme condition à des négociations et à la réduction du nombre des SS20. Pourquoi donc n'accepte-t-elle pas le démantèlement d'abord des SS20 puisque ce sont eux qui sont en place? Pourquoi veut-elle que ce soient les USA et les Européens qui, les premiers, renoncent alors que quant à eux, ils n'ont pas encore installé de missiles? Tout simplement parce que l'URSS manœuvre pour pouvoir, dans les faits, maintenir et renforcer sa supériorité.

6 Si l'on examine le contenu de la manifestation du 25 octobre, organisée par le Mouvement de la Paix, il apparaît que la question des SS20 déjà installées en a été absente. On s'est contenté de demander l'arrêt de l'installation de nouveaux SS20 et la non-installation des Pershing, ce qui, en fait, entérine la supériorité soviétique actuelle. Il s'agit là d'un point de vue irréaliste pour la défense de la paix. Il est clair, en effet, que tant que les SS20 demeureront installés, les USA et les gouvernements européens voudront compenser ce déséquilibre.

Et si les Pershing sont installés, l'URSS n'acceptera pas de voir sa supériorité réduite. C'est ce qu'a affirmé Zagladine, au Congrès du PS: «Nous devrions alors -a-t-il dit- répondre par d'autres fusées, peut-être des nouvelles...». A bien y regarder, la clé de la désescalade est du côté de l'URSS. C'est sur elle prioritairement qu'il faut faire pression pour obtenir des décisions qui rendent inutiles les Pershing et permettent de s'y opposer sans faire le jeu de l'URSS. Celle-ci ne craint pas les mots. Des manifestants peuvent bien dire «Ni Pershing ni SS20» pourvu que leur action soit, en fait, dirigée contre les seuls Pershing et aboutisse à une situation où ce soit la seule installation des Pershing qui se trouve compromise réellement. Cette pression doit être d'autant plus vive qu'il ne peut pas y avoir en URSS et en Europe de l'Est de manifestations contre les SS20. Les seules démonstrations organisées y sont contre les Pershing. C'est le cas de celle qui a eu lieu à Potsdam en RDA. Et l'on peut s'étonner de voir L'Humanité confondre dans un même élan les manifestations de Paris et Potsdam. Est-on réellement contre les SS20 et les Pershing ou bien la référence aux SS20 n'est-elle que de pure forme?

Pierre BURNAND

7



La manifestation du Mouvement de la Paix à Paris

Il faut viser les deux blocs

Répondant dimanche 25 octobre à l'appel du Mouvement de la Paix pour le désarmement, plusieurs dizaines de milliers de personnes, parmi lesquelles de nombreux jeunes, s'étaient rassemblées Porte de Pantin à Paris.

Une certaine diversité d'opinions s'est exprimée à la tribune par le biais des nombreux messages de soutien d'organisations et de personnalités françaises et étrangères. Bien sûr, nombreux furent ceux qui se contentèrent de stigmatiser l'impérialisme américain et la décision de Reagan de produire la bombe à neutrons, tout en soutenant par ailleurs le mot d'ordre du Mouvement de la Paix: «Ni Pershing ni SS20: désarmement». Ce genre d'interventions a été massivement applaudi par une grande partie du public.

DES ORATEURS CONTRE LES DEUX SUPERPUISSANCES

Mais il y eut aussi, bien que moins nombreux, des orateurs pour rappeler que les USA ne sont pas les seuls aujourd'hui à menacer la paix mondiale. Ce fut le cas en particulier du représentant du mouvement écologiste «Green peace» qui déclara: «Notre mouvement a hésité à venir, mais il s'est décidé quand il a eu l'assurance que le rassemblement de Paris était vraiment pour la paix sans ambiguïté. Il fallait être présent pour ne pas laisser le terrain à ceux qui veulent récupérer le mouvement pacifiste». Il ajoutait que son mouvement était contre toutes les armes, soviétiques et américaines.

Un autre orateur, Jean-Edern Hallier, s'en prit violemment aux «grands méchants loups américano-russes». Après avoir crié: «A bas les Pershing, à bas les SS20», il s'exclama: «Il faudrait aussi qu'en Europe de l'Est, on voie à Varsovie, à Sofia, à Budapest, à Berlin, à Moscou, une jeunesse se lever et brûler les nouveaux tsars russes. J'en appelle à la fin des rodéos de monsieur Reagan. J'en appelle à la guerre sainte contre la guerre...»

Mais, alors que l'appel du Mouvement de la Paix laissait la possibilité à toutes les opinions de s'exprimer, on peut regretter qu'une partie importante de l'assistance ait cru bon de siffler violemment ces deux orateurs, couvrant leur discours du mot d'ordre: «Non à la bombe à neutrons». Une réaction qui a de quoi ali-

LE PS POUR LE DEMANTELEMENT DES SS20

Au Congrès du Parti socialiste, Lionel Jospin a rappelé la position de son parti sur le désarmement: «Ni SS20, ni Pershing. Cette position adoptée par nous depuis 4 ans, reste d'actualité. Nous ne souhaitons pas que des Pershing II ou des missiles de croisière puissent être installés sur les territoires voisins de la France, pour frapper plus vite l'Union soviétique et créer pour elle un péril dont nous comprenons qu'il l'inquiète. Mais nous ne pouvons pas considérer que les SS20, justement parce qu'ils sont faits, eux, pour l'Europe et seulement pour l'Europe, pour nos villes et pour nos vies, et seulement pour nos villes et pour nos vies, parce qu'ils sont plus perfectionnés que toutes les autres armes qui existent actuellement de l'autre côté, sur le territoire de l'Europe, nous ne pouvons pas considérer que ces armes ne représentent pas pour l'Europe un danger majeur qu'elle doive nécessairement écarter! C'est pourquoi l'annonce de l'installation des Pershing doit être liée clairement au retrait des SS20. Voilà la position du Parti socialiste. Je crois que c'est aussi la position du gouvernement...» Ce qui nous intéresse, c'est la paix et non en soi le pacifisme; je dirai aussi que le pacifisme doit s'appuyer sur un certain nombre de principes: désarmement effectif et simultané, droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, non recours à la force pour régler des conflits, non à l'occupation étrangère d'un certain nombre de pays et de peuples et nous pensons que ces principes doivent être rappelés des deux côtés...»

Aujourd'hui se tient à Paris une manifestation pour la paix. Nous n'y sommes pas. Pourquoi? (...)

Car il ne me semble pas que les thèmes sur lesquels ces manifestations sont faites, les thèmes généraux nous conviennent, fassent une mesure suffisamment précise de la nécessaire action sur tous les plans et des deux côtés. (...) Il est nécessaire et indispensable que le Parti socialiste, avec tous ceux qui en seront d'accord, prenne des initiatives sur ce terrain de la paix et du désarmement.

Je pense qu'une pétition nationale sur les thèmes équilibrés de la paix et du désarmement simultanés des forces réciproques devrait être lancée, que nous nous permettrions, et j'espère qu'elles seront des dizaines de milliers, des centaines de milliers peut-être, de porter un jour vers les ambassades des Etats-Unis et d'Union soviétique.

L'INTERVENTION DU MOUVEMENT DE LA PAIX

Le moment fort du rassemblement fut l'intervention centrale du Mouvement de la Paix, prononcée par Pierre-Luc Séguillon. En voici des extraits:

«Nous regardons la réalité. Et nous voyons s'accroître sous nos yeux une course folle aux armements. Démentielle escalade dans laquelle la responsabilité des deux grands est engagée. A l'Est, aujourd'hui, les Soviétiques déploient des missiles nucléaires SS20. A l'Ouest, les Etats-Unis produisent et stockent la bombe à neutrons; ils ont décidé, dans le cadre de l'OTAN, d'installer en Europe, à partir de 1983, 108 fusées Pershing et 464 missiles de croisière.

Chacune des grandes puissances produit ses experts. Et ceux-là nous expliquent alternativement qu'il y a déséquilibre en faveur de son adversaire. Aujourd'hui cette rupture d'équilibre se ferait au détriment du camp occidental, du moins au ni-

veau des fusées nucléaires de moyenne portée. Excellent prétexte pour les Etats-Unis de surarmer. Demain, cette rupture d'équilibre se produira au détriment du bloc de l'Est. Bonne raison alors, pour l'URSS, de développer de nouveaux armements.

A la vérité, cette escalade et cette accumulation d'armements sophistiqués ne peut être que sans fin, et jamais ne sera trouvée cet hypothétique équilibre réalisé à partir d'armes toujours plus meurtrières. (...)

Pierre-Luc Séguillon explique ensuite que le danger qui menace la paix vient du fait que «les deux grands, à leur corps défendant, fassent de l'Europe le champ limité d'un affrontement nucléaire dans lequel eux-mêmes estimeraient pouvoir ne pas engager directement leur survie. La décision de produire la bombe à neutrons n'a-t-elle d'autre sens que de préparer cette éventualité?»

«Un tel affrontement engendrerait peut-être les sanctuaires des deux superpuissances. Ce n'est pas certain. Mais il ravagerait à coup sûr les nations européennes, de la Bretagne à l'Ukraine. (...)

P.-L. Séguillon salue ensuite tous les manifestants d'Europe, «tous ces résistants qui se lèvent parce qu'ils refusent d'aliéner leur liberté et leur dignité d'hommes, parce qu'ils refusent d'être un jour les victimes anonymes d'une confrontation nucléaire entre l'Est et l'Ouest. (...) Nous sommes totalement engagés dans cette grande bataille pour la liberté et la dignité des hommes. Non pas seulement en Europe, mais à l'Est comme à l'Ouest, au Nord comme au Sud. (...) De ce côté-ci comme de ce côté-là, combien de libertés n'auront-elles pas été mises en tutelle ou étouffées au nom de la raison des blocs? (...)

Enfin, P.-L. Séguillon met les points sur les i: «Qu'on le sache bien: nous ne sommes les mercenaires de personne. Nous ne faisons que mettre en œuvre des recommandations formulées à l'unanimité par la communauté internationale. (...) Nous savons que ce qui importe aujourd'hui, c'est d'amorcer puis de développer par la négociation un processus de désescalade. A

tout seigneur, tout honneur: ce processus doit commencer par ceux qui sont les plus armés: les Etats-Unis et l'Union soviétique. Et puisqu'il faut partir du moment où l'on se trouve, que les USA cessent de construire la bombe à neutrons, qu'ils renoncent à installer en Europe Pershing et missiles. Que dans le même temps, l'URSS arrête le déploiement des SS20.

«Que, sans préalable, s'ouvrent et aboutissent des négociations sur tous les missiles nucléaires de portée moyenne concernant l'Europe, en premier lieu américains et soviétiques. (...)

CE QUE NOUS PENSONS

On le voit cette intervention au nom du Mouvement de la Paix comporte des éléments positifs. Elle met en accusation l'une comme l'autre superpuissances, citées comme telles. Elle montre la rivalité sans fin qui oppose USA et URSS sur les dos des peuples d'Europe. Elle refuse de s'inscrire dans la logique des blocs. Tous ces points sont importants car ils marquent la volonté de ne pas se placer sous la tutelle de l'URSS pour dénoncer exclusivement et unilatè-

remment les efforts de guerre des USA.

Néanmoins, nous voudrions ici préciser quelques points sur lesquels nous avons une appréciation différente.

A la différence de P.-L. Séguillon, nous ne pensons pas qu'il faille partir de la situation actuelle, et à partir de là empêcher de nouveaux armements. Nous estimons qu'en déplaçant les SS20, l'URSS a rompu l'équilibre en sa faveur. Par conséquent, nous estimons que le déploiement des missiles américains doit être rendu sans objet par un démantèlement des SS20 soviétiques déjà installés.

Nous estimons aussi que le désarmement des deux superpuissances doit concerner non seulement les armes nucléaires, mais aussi les armes conventionnelles comme les chars. Il est bon de rappeler que dans ce domaine, l'URSS possède une supériorité reconnue. Nous luttons contre la guerre que les deux superpuissances peuvent déclencher pour l'hégémonie mondiale, que cette guerre soit nucléaire ou conventionnelle. Ni Reagan ni Brejnev ne sont les hommes de la paix.

Claude LIRIA

300.000 A ROME AVEC LE PCI

Des centaines de milliers de personnes ont défilé dimanche 25 octobre à Bruxelles, Londres et Rome. De toutes ces manifestations, la plus intéressante est sans doute celle de Rome. Pourquoi? Parce que 300 000 personnes y ont participé à l'appel du Parti communiste italien et d'autres organisations de gauche et d'extrême-gauche.

Parce que, si l'on en croit la presse, le mot d'ordre central donné par le PCI à cette manifestation était: «Démantèlement des fusées soviétiques SS20 déjà installées et non-installation des Pershing américains»; ce qui tranche évidemment avec la position du PCF qui ne réclame pas le retrait des SS20 déjà en place. Pourquoi cette différence qui, à notre avis, n'est pas une question de détail?

C'est que, surtout depuis l'invasion de l'Afghanistan par les troupes soviétiques, le PCI a publiquement pris ses distances vis-à-vis de l'URSS. Ce qui ressort des déclarations de dirigeants du PCI qui ont condamné la logique hégémoniste des blocs, l'intervention en Afghanistan, les pressions de l'URSS sur la Pologne, qui ont, ne l'oublions pas, renoué avec le Parti communiste chinois, c'est que le PCI, de fait, ne considère plus l'URSS comme une force de paix.

Voilà la grande différence avec le PCF qui peut bien, à la limite, dire «Non aux Pershing et aux SS20», puisqu'en même temps il continue à affirmer que seul l'impérialisme américain menace la paix et que l'URSS est fondamentalement du côté des peuples contre la guerre.



Devant un grand magasin...

«UNE GRANDE INTERROGATION : LA JEUNESSE CHINOISE»

Claudette Castan, membre du comité national de l'Association des Amitiés franco-chinoises, a fait un séjour en Chine comme étudiante dans une université de Pékin. Elle aborde ici les problèmes de vie quotidienne et les interrogations qui traversent aujourd'hui la jeunesse chinoise et les intellectuels.

Propos recueillis par Hervé DASTAR

■ Combien de séjours avais-tu faits en Chine avant le voyage que tu as effectué l'été dernier ?

J'en avais fait quatre. Celui-ci était très différent parce que j'y suis allée en tant qu'étudiante faire un stage de langues d'un mois et demi dans une université chinoise, alors que les précédents voyages étaient touristiques et que j'étais logée en hôtel, climatisé souvent. Cette fois, j'étais logée dans une chambre d'étudiante à l'intérieur du campus universitaire.

■ Ça s'est traduit par des rencontres différentes ?

Effectivement, ça s'est traduit par des rencontres très différentes de celles que l'on fait habituellement quand on est en hôtel où l'on est relativement séparé de la vie des Chinois.

En étant étudiant, on est beaucoup plus proche de la vie quotidienne; d'abord sur le campus où ça reste très vivant bien que ce fut au mois de juillet-août pendant les vacances universitaires. Les universités chinoises sont très différentes des nôtres, au sens où c'est un tout. Même pendant les

vacances, il y a encore énormément de gens, des professeurs vivent sur place, des étudiants restent là, surtout ceux des régions éloignées. C'est l'occasion pour eux de faire venir leur famille qui vient les voir et visiter Pékin. Tout est ouvert : les commerces de l'université, la poste, les restaurants universitaires.

■ Tu as donc vu comment les Chinois se nourrissent, comment ils vivent quotidiennement. Ils sont un milliard, c'est un pays du Tiers Monde. On a posé dernièrement les problèmes des pays en voie de développement. Qu'est-ce que tu en as perçu ? Est-ce qu'il y a des difficultés d'approvisionnement ?

Pékin est une très grande ville, de plus de 9 millions d'habitants pour lesquels les problèmes d'approvisionnement ne sont pas des petits problèmes.

Une chose m'a beaucoup frappée. D'abord le campus est assez excentré, et le quartier dans lequel nous étions, était très populaire. Hé bien, il nous a semblé très bien approvisionné. Nous allions faire notre marché, pour changer un peu de la tambouille universitaire. Nous avons trouvé les marchés de légumes, de fruits, bien appro-

visionnés, surtout par les paysans qui viennent vendre leur production à la ville.

■ Il y a deux réseaux d'approvisionnement ?

Oui. Il y a le réseau coopératif, collectif, qui a des légumes, mais surtout des fruits, de moins bonne qualité, mais aussi moins chers que ceux des paysans. Coté légumes, les trottoirs regorgent de légumes qui sont déposés quotidiennement par les brigades des communes populaires des environs.

■ Un des gros problèmes de la Chine, c'est celui du logement. Où en est-on à ce niveau-là ?

En ce qui concerne Pékin, la ville a un très gros problème de logements. La vieille ville était faite de petites maisons traditionnelles aux toits gris, autour d'une cour carrée. Il y a beaucoup de quartiers de Pékin qui sont composés de ces petites maisons, très inconfortables, surtout l'hiver. Car il n'y a aucun système de chauffage. Pour installer le poêle, l'hiver, il faut enlever une vitre pour faire passer le tuyau à l'extérieur, parce qu'il n'y a pas de cheminée. La muni-

cipalité a fait vraiment de grands efforts, et c'est une des choses qui m'a le plus frappée par rapport à mon dernier voyage qui datait de 78 : il y a une grande quantité de nouveaux immeubles qui poussent comme des champignons, tout autour de la ville de Pékin, notamment au nord et au nord-ouest. Des chantiers immenses d'immeubles, pas très élevés, 5-6 étages, mais parfois jusqu'à 12 ou 14 étages par nécessité.

Tous les Chinois que nous avons rencontrés et à qui nous avons posé la question de ces logements en hauteur, avec les problèmes de vie collective que ça peut poser quant on vit au treizième ou au quatorzième étage, ont été unanimes pour dire que c'était une absolue nécessité pour résoudre le problème du logement à Pékin.

J'ai eu l'occasion — chose nouvelle — de pénétrer dans des intérieurs chinois, d'être reçue par des amis chinois, et j'ai vu les conditions de vie dans ces logements souvent très exigus. Notamment, j'ai été reçue par un couple avec un enfant de sept ans qui vivaient dans une seule pièce. L'appartement comportait deux pièces, une toute petite cuisine et une salle de bain, l'autre pièce étant utilisée par une autre famille.

■ L'urgence de ce besoin explique peut-être la qualité qui laisse à désirer au niveau architecture et urbanisme de ces bâtiments ?

Oui. C'est une chose qui frappe, de voir cette série d'immeubles qui ressemblent à nos HLM d'il y a quelques années, construits de façon rapide.

Mais pour les Chinois, ce qui compte avant tout, c'est l'urgence d'un logement correct pour chaque famille.

Ceci dit, nous avons pu discuter avec des Chinois qui s'intéressent de plus près à l'urbanisme et qui regrettent, d'une certaine façon, ces constructions parce qu'elles sont faites pour durer. Donc elles enlaidissent les quartiers périphériques. Ils sont en train de faire des recherches et des études, y compris avec des urbanistes étrangers, pour faire des constructions plus modernes. La municipalité fait aussi tout un travail de recherches sur la sauvegarde des vieux quartiers de Pékin, pour conserver et rénover la vieille ville, dans le secteur nord de la Cité interdite.

■ En Occident, on a beaucoup parlé de la fin du printemps de Pékin, et on a parfois l'impression, par le fait que des procès sont mis en avant, que les intellectuels ne vivraient pas une atmosphère de liberté, et disons que la vis a été serrée. Qu'en disent les intellectuels que tu as rencontrés ? Comment se comportent-ils depuis la fin de la révolution culturelle ?

Dans les intellectuels, je pense qu'il faut distinguer les jeunes et les personnes plus âgées, c'est-à-dire ceux qui ont vécu, participé et soutenu la période de la révolution culturelle, et ceux qui en ont été victimes.

En ce qui concerne les plus âgés, j'ai eu l'occasion de discuter avec des professeurs qui avaient été victimes. Ils gardaient une certaine amertume de cette période, surtout à cause de la perte de temps. Perte de temps pour eux dans leurs activités de recherches. Mais ils étaient relativement satisfaits de la période actuelle qui leur permettait justement de faire tout ce qu'ils n'avaient pas pu faire pendant toutes ces années passées. Ils sont donc très satisfaits de la politique actuelle mise en place par le gouvernement et le Parti communiste chinois, parce qu'ils ont des possibilités de se consacrer à leur domaine d'études, de professorat, de recherches. Ils ont assez peu d'heures de cours par semaine. Ils sont très ménagés.

■ Et pour la génération qui est celle des acteurs de la révolution culturelle ?

Ces jeunes qui ont entre 25 et 30 ans maintenant, nous en avons rencontrés pas mal, car ils ont eu l'occasion d'entrer à l'université lors du concours qui avait été ouvert en 1978 et où 5 millions de jeunes s'étaient présentés. Tous ceux que nous avons rencontrés avaient fait entre 5 et 10 ans de travail à la campagne ou en usines. A la campagne, pour la plupart dans des régions pauvres de la Chine.

Parmi ces jeunes, qui étudient la plupart du temps les langues étrangères, l'américain en premier, et les français, deux types d'attitudes : certains très amers sur leur expérience de jeunes instruits dans les campagnes, sont assez favorables à un changement politique radical en Chine et souhaiteraient voir s'installer un système de démocratie parlementaire de type occidental. Parmi ceux que nous avons rencontrés, c'est quand même le nombre le plus faible.

Les autres, tout en reconnaissant qu'ils en ont bavé lorsqu'ils étaient à la campagne, sont très contents du changement actuel qui leur a, entre autres, permis de rentrer à la ville et d'accéder à l'université. Ils sont très conscients de la période de la révolution culturelle. Ils sont très mûrs sur tous ces problèmes-là, mais pas du tout hostiles au régime socialiste chinois, constatant une amélioration peut-être faible mais régulière du niveau de vie en Chine, et relativement confiants dans l'avenir de la Chine. Ceci dit, nous n'avons pas pu vraiment aller très loin dans les discussions politiques, parce qu'ils étaient surtout préoccupés par leurs réussites universitaires et par la recherche d'un travail à la fin de leurs études.

■ Justement, le problème du chômage se trouve posé en Chine. Qu'en est-il ?

Quand on parle de chômage en Chine, on se trompe si on en parle de la même façon que du chômage chez nous. En ce sens que chez nous un chômeur peut être quelqu'un qui a travaillé pendant plusieurs années dans une entreprise et qui se trouve du jour au lendemain licencié. Or, le problème ne se pose pas du tout comme ça en Chine, puisqu'il s'agit de jeunes qui n'ont pas encore travaillé. Il s'agit de jeunes qui ont terminé leurs études secondaires et qui n'ont pas encore trouvé de travail.

En ce qui concerne la municipalité de Pékin, un très gros effort a été fait en leur direction, pour les aider à s'organiser et à mettre en place des commerces la plupart du temps, ou des services dans les quartiers.

■ Sous forme de coopérative ?

Oui. C'est-à-dire que les jeunes se groupent, forment une coopérative, présentent un projet de commerce ou de service et demandent une aide de l'Etat. Aide qui leur est accordée sous forme de subventions ou de matériaux. Par exemple, j'ai visité un quartier dans lequel tous les commerces récents étaient tenus par des jeunes qui avaient terminé leurs études.

■ Et ces commerces correspondent à un besoin de la population ?

En ce qui concerne le quartier que j'ai visité, tous les habitants étaient vraiment très satisfaits, parce que ça leur évitait des déplacements assez longs pour aller acheter des choses assez quotidiennes, comme les chaussures, les vêtements, les crayons, les stylos. En plus, les prix sont parfois moins élevés qu'en ville et la qualité est excellente.

■ C'est avec ce système qu'on a vu s'ouvrir des bars en Chine ?

Oui. On a vu, dans ce quartier notamment, des petites boutiques dans lesquelles on peut consommer, soit un coca-cola, soit un soda, soit un yaourt, en étant assis au

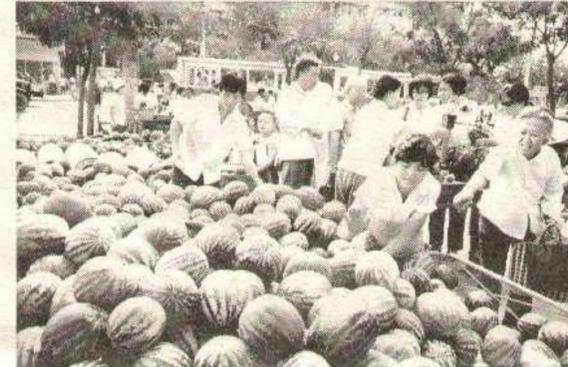
tour d'une table. Ce qui est très agréable par les grosses chaleurs. Alors que dans les autres rues de Pékin, on consomme sur le trottoir.

■ En te promenant dans Pékin, tu as été frappée par la saleté de certaines rues. Est-ce que la mairie s'en préoccupe ?

Il est vrai que dans certains quartiers de Pékin, la ville est assez sale, tout d'abord parce qu'il y a un relâchement des Pékinois qui laissent facilement par terre les papiers des sucettes glacées qu'on vend par dizaines de milliers à Pékin tous les jours. Ensuite, il y a un autre phénomène : avec les paysans qui viennent des banlieues amener leurs cargaisons de fruits et de légumes sur leur vélo, il y a beaucoup d'épluchures qui traînent par terre.

Mais on a lu dans la presse que la municipalité avait un réel souci de l'hygiène de la ville. Pas seulement l'hygiène apparente dans la rue, mais aussi un souci de préserver

Marché à Pékin...



Jeunes scolaires...

la santé de la population. Et elle prend des mesures dans ce sens.

Les réactions de la population sont diverses : on va voir un jeune jeter ostensiblement son papier par terre, et une personne plus âgée lui en faire la remarque et lui demander de le mettre à la poubelle — puisque la ville est bien approvisionnée en poubelles dans tous les coins de rue —.

■ Peux-tu revenir sur la question des jeunes, ceux qui sont nés dans la Chine socialiste et qui sortent juste de la révolution culturelle ?

Je pense qu'il faut distinguer plusieurs tranches d'âge en fonction de la période de la révolution culturelle.

Il y a ceux qui sont nés avec la Chine socialiste et qui ont un peu plus de 30 ans maintenant. Et ceux qui sont nés avec la période de la révolution culturelle et qui ont été élevés totalement dans cette époque.

Parmi ceux que nous avons rencontrés et qui sont quand même un échantillon réduit, ceux qui sont nés il y a 30 ans nous ont semblé profondément attachés au système socialiste, comprenant bien que le Parti communiste avait commis des erreurs;

mais dans l'ensemble ils ont vu une amélioration, ils se souviennent des récits de leur enfance sur l'ancienne société.

Tandis que ceux de la révolution culturelle qui ont entre 15 et 20 ans, ont une attitude très différente. L'ancienne société, c'est vraiment beaucoup trop loin pour qu'ils en aient une quelconque idée. Ils ont été élevés dans les idées de la révolution culturelle, notamment l'idée de se rebeller qui semble les avoir beaucoup marqués. Ce qui explique peut-être qu'on voit souvent des jeunes de cet âge-là avoir une attitude très désinvolte, parfois un peu provocatrice, interpellant les étrangers, n'hésitant pas à donner des rendez-vous. Ces jeunes nous ont semblé peu attachés au système socialiste, n'ayant guère de références, ayant une vie beaucoup plus facile que celle de leurs aînés, bien que la Chine reste un pays pauvre. De toute façon, ils regardent vers l'Occident, et notamment vers tout ce qui est biens de consommation de l'Occident. Pour eux, l'Occident, c'est le paradis. Ils avaient du mal à comprendre quand on

Quelle est ton impression d'ensemble sur la Chine, maintenant ?

Tout d'abord, l'époque est vraiment différente. Si la première fois, c'était en 72, j'y suis retournée en 74 et 76, à chaque fois à des périodes différentes où se déroulaient différents mouvements politiques, avec en plus en 76 des malaises perceptibles même pour un étranger.

Que dire de la Chine en 1981 ? Des mouvements politiques d'envergure comme ceux que j'avais vus, il n'y en a plus, c'est sûr; et personne ne les regrette. Il semblerait même difficile qu'il puisse y en avoir, parce que les gens y sont vraiment allergiques.

Par contre, ce qui est sensible, au niveau des articles de presse et dans les discussions avec des communistes et des non-communistes, c'est la volonté du Parti communiste et du gouvernement chinois de prendre tous les problèmes qu'ils ont à bras-le-corps et d'essayer de les résoudre dans l'intérêt du peuple.



Acteurs chinois...

Même ceux qui ne sont pas favorables au système socialiste actuel, qui voudraient essayer autre chose, reconnaissent qu'un effort est fait pour résoudre les problèmes, mais ils pensent qu'il faudrait mieux essayer un autre système politique pour aller plus vite. Mais ce n'est pas la majorité.

On peut dire encore que le niveau de vie s'est nettement amélioré.

Le dernier point qui, pour moi, est une grande interrogation, c'est le problème de la jeunesse qui n'a pas très envie de travailler, sauf pour gagner suffisamment d'argent pour pouvoir s'acheter les biens de consommation qu'elle voit apparaître dans les magasins. Cette partie de la jeunesse n'a pas de motivation, ni politique ni idéologique. Elle est rebelle vraiment à toute la philosophie de la révolution culturelle, qui pour la jeunesse actuelle, ne représente rien... (même si pour ceux qui ont vécu cette période en tant qu'acteurs conscients, il en reste une conscience politique plus élevée...).

Tous les communistes chinois avec qui j'ai discuté, sont très conscients du problème de la jeunesse, mais ils ne savent pas du tout par quel biais la prendre, comment inclure une « morale socialiste » à des jeunes qui ne veulent plus en entendre parler.

■ La première fois que tu es allée en Chine, c'était en 72. Là, tu y es retournée et tu as pu voir les choses d'un peu plus près. Il y a eu des changements notables.

HELLEMMES-NORD

Ça bouge
aux ateliers SNCF

Voilà un an, les cheminots d'Hellemmes déclenchaient de nombreuses actions pour obtenir l'application d'un des seuls points positifs du nouveau règlement (dénommé P.S.4) : la pause casse-croûte.

Mais la direction refusait et refuse encore aujourd'hui l'application de cette pause.

Il y a un an, les cheminots avaient dû abandonner l'action sur le terrain car la direction se montrait intransigeante. Seule alors, la CGT poursuivait l'action au niveau juridique et obtenait satisfaction.

Mais du côté de la direction, c'était toujours le refus, le refus et une politique antisyndicale d'ampleur : chasse aux affiches, mais surtout aux colleurs, répression contre le secrétaire du syndicat CGT, élu du personnel. Elle poussait même le cynisme à retenir une partie de leurs salaires, à ceux qui avaient montré leur colère après l'attentat de la rue Copernic, en se réunissant au Monument aux morts des Ateliers (*).

Pas de doute, la direction voulait bien briser toute résistance chez les cheminots surtout qu'en cours d'année, elle annonçait la suppression de 130 emplois!

Depuis quelques jours, renouant avec l'action sur le terrain et avec l'accord ministériel en ce qui concerne l'application de cette pause, les cheminots et leur syndicat CGT sont bien décidés à obtenir satisfaction.

Mais c'est aussi l'arrogance de la direction régionale, voire même plus haut, qui est visée par cette lutte. Ici à Hellemmes, les cheminots sont bien décidés à renouer avec le succès revendicatif

qui leur semble à nouveau à portée depuis le 10 mai.

Outre cette lutte des cheminots d'Hellemmes, depuis quelques jours, les différents centres SNCF de Lille affichent une combativité exemplaire pour toute la classe ouvrière lilloise :

— à Lomme-Délicat, c'est le refus de suppression d'un chantier entraînant la suppression d'emplois et la surcharge d'autres centres (Somain, Fives) qui prend la forme d'occupations de postes de triage d'importance stratégique.

— au dépôt Fives, ce sont les conducteurs qui, vendredi 23 octobre, ont sérieusement perturbé le trafic banlieue. A l'appel de la CGT, de la CFDT et de FGAAC, les cheminots entamaient une grève-surprise suite au refus de la direction d'apporter des réponses satisfaisantes quant aux aménagements d'horaires.

On le voit, amélioration des conditions de travail, refus de la compression de personnel et de restructurations qui entrent, — d'ailleurs — dans le cadre du rapport Guillaumat, sont à la base de ces mouvements auxquels le PCML apporte un soutien sans restriction. Ils sont aussi l'exemple concret de ce que les travailleurs appellent « changement », c'est-à-dire le refus de subir les tentatives de restructuration donc, de mise au pas des cheminots. Voilà qui est prometteur quant à l'aboutissement de ces luttes.

Correspondant

(*) Monument commémoratif aux victimes de la lutte antinazie dans les Ateliers.

RENAULT

DEJA UN EXEMPLE

UNE LARGE ET FERME
MOBILISATION

Les actions qui ont mobilisé les travailleurs de la Régie en soutien à Billancourt ont eu un caractère d'ensemble qu'on n'avait pas vu depuis longtemps : pour ne parler que d'un passé assez récent, la grève des presses à Flins et la répression qu'elle avait subie n'avaient pas suscité un soutien de cette ampleur.

La détermination des travailleurs se nourrit à l'évidence du fait que le changement du 10 mai est resté lettre morte, à Renault notamment, où la politique antérieure est intégralement poursuivie, voire accélérée. C'est vrai pour les cadences, les salaires. C'est vrai aussi en ce qui concerne l'organisation des rapports dans l'entreprise : les groupes autonomes et autres innovations du genre, y traduit de manière élargie la nouvelle conception des relations sociales expérimentée depuis des mois ; à Flins par exemple, où nous relations au printemps dernier l'introduction de ces méthodes, après la couture et le garage, les groupes de travail ont été étendus aux carrossiers sièges, puis à l'outillage, à la tôlerie R5, etc... Ils y reflètent précisément les méthodes d'intégration patronales dont parlait G. Gaumé (voir notre édition précédente) exprimant la principale critique de la CGT à l'égard du rapport Auroux dont on peut craindre qu'il n'oriente dans ce sens ce qui ne serait plus alors de « nouveaux droits » pour les travailleurs, mais bien plutôt un perfectionnement de leur exploitation.

DES HOMMES,
UNE POLITIQUE
A CHANGER

On ne peut douter que les hommes qui mettaient hier en œuvre une telle politique (et qui sont restés en place) n'ont pas spécialement le souci d'en changer, d'assouplir leur attitude et d'accorder plus d'attention, de poids, à l'expression et aux revendications des travailleurs, à leurs conditions de travail, à leurs salaires ; il faut donc des changements à ce niveau.

Par ailleurs, le problème de fond reste celui de la politique menée : si la conquête des marchés, la « guerre économique » à l'échelle du monde, etc..., en restent le noyau, comment (au-delà du caractère nationalisé ou privé de l'entreprise) une telle politique pourrait-elle se traduire autrement que par la pression sur les salaires, l'augmentation des cadences, de la productivité par tous les moyens ?

Sous cet aspect comme sous le précédent, la nomination de Vernier-Paliez, l'ancien Pdg, comme ambassadeur aux USA (outre la légitime réprobation que cette nomination a pu susciter chez les travailleurs qui

ont subi des années sa direction de choc) n'incite pas à espérer un changement d'orientation bien profond.

DES RECLS
A AMPLIFIER

C'est bien sûr la détermination des travailleurs, la fermeté de leur action qui a contraint la direction à reculer, déjà en acceptant de négocier alors que la grève se poursuivait, puis par des propositions non négligeables, significatives du rapport de force atteint et des « risques » d'extension dont ont témoigné les mouvements exceptionnels dans l'ensemble de la Régie ; le gouvernement a dû aussi peser dans ce sens : c'était bien le moins. Les travailleurs en attendaient plus, compte tenu du caractère (nationalisé) de l'entreprise. Cela éclaire-t-il ce qu'il faut comprendre quand il est question d'autonomie des entreprises nationalisées actuelles et à venir ?

Les O.S. de Billancourt n'ont pas trouvé les propositions suffisantes : il est vrai qu'elles n'éclairaient guère leur avenir d'O.S. (60 passages P1 seulement proposés). Le problème demeure donc à Billancourt, avec aussi celui des lockoutés.

Pour l'ensemble, il reste aussi bien des problèmes, des revendications à faire avancer : à la veille de l'ouverture de discussions plus globales où doit être renégocier, quelques mois à l'avance, l'accord d'entreprise, la direction en annonçant une augmentation de 150 francs pour tous, a bien cela en vue et espère bien éviter un mouvement plus vaste. Mais les O.S. de Flins, du Mans, de Sandouville, Douai ou Cléon ne sont pas mieux lotis qu'à Billancourt.

UNE SITUATION
MEILLEURE
POUR L'ACTION
DES TRAVAILLEURS

Eux sur qui repose en fait, avec les intérimaires, les sous contrats à durée déterminée, tous les déshérités français ou immigrés de la Régie, l'exceptionnelle productivité de Renault (*) doivent obtenir des changements substantiels : c'est un combat de longue date traduit par le passé par de nombreuses luttes auxquelles la Régie a opposé fermeté, répression et refus.

Il est clair aujourd'hui que pour que cela change, il faut encore et toujours l'action résolue des travailleurs ; à cette condition, la situation est plus favorable pour obtenir des reculs : de cela témoigne le conflit actuel à Billancourt. A ce titre déjà il est un encouragement et une indication précieuse pour tous les travailleurs.

(*) Le taux de productivité le plus élevé du monde, selon J. Benoit dans un dossier économique du Monde (27 octobre 1981).

Renault : voilà maintenant près de trois semaines que des actions revendicatives se sont développées, à Billancourt, mais aussi dans d'autres entreprises de la Régie, mettant en mouvement des O.S.. L'autre trust français de l'automobile, Peugeot, est à son tour touché par d'importants débrayages, à Sochaux.

G.C.

A la Régie, la direction a d'abord répondu par la brutalité, une fermeté frisant la provocation : plus de 4 000 travailleurs lockoutés et donc privés de salaires, et la prétention de ne discuter que si le travail reprenait.

Ce type d'attitude, allant de pair avec la course à la

compétitivité, à la productivité, qui continue à se traduire par l'aggravation des conditions de travail, des cadences, les fins de non-recevoir toujours aussi fermes à des revendications des O.S. bien anciennes, ont d'ailleurs été à l'origine de la grève, au « 74 » ou aux presses de Billancourt.

NICE

L'usine

d'incinération en grève

Depuis le 19 octobre, les 6 000 habitants du quartier de l'Ariane à Nice sont privés d'eau chaude : l'usine d'incinération qui fournit eau chaude et chauffage est arrêtée. Les papillons collés par les travailleurs en grève dans les entrées d'immeuble fournissent les numéros de téléphone du directeur de l'usine, et de la Sonitherm à Lille, désignant par là les responsables de cette situation. En effet, ceux-ci manifestent depuis plusieurs mois un mépris total des revendications avancées par le syndicat CGT et un refus complet de toute discussion. En juillet dernier, après 17 jours de grève, les travailleurs avaient obtenu de la direction, outre quelques points revendicatifs, la promesse de discuter les points en suspens. Ce que demandent les travailleurs, c'est les 39 heures hebdomadaires sans diminution de salaire. Ils sont

actuellement à 41 heures. Ils veulent 10% d'augmentation pour ajuster les salaires au coût de la vie, mais aussi l'embauche de 6 travailleurs qualifiés, ceci afin de faire face à la prochaine mise en route d'un four supplémentaire et d'un autre groupe de production électrique. Dans une région où l'on compte les horaires de travail parmi les plus longs, les salaires parmi les plus bas et plus de 30 000 chômeurs inscrits à l'ANPE, ces revendications ne sont que justice et bon sens. Mais les patrons de la Sonitherm n'ont pas été touchés par l'état de grâce. Leur discours : « Si la ville de Nice accepte une augmentation des tarifs de chauffage, nous verrons ». En d'autres termes, aux usagers de payer mais qu'on ne touche pas à nos profits. Décidément, dans le sud-est, rien de nouveau.

Correspondant Nice

MONTPELLIER

Sud-Couleur occupé

Le scandale à Sud-couleurs ? C'est bien sûr de vouloir licencier 54 travailleurs et en plus, d'inclure dans ces licenciés le délégué syndical CGT : il n'y a pas de miracle, les patrons rêvent toujours de détruire les organisations ouvrières.

Et le scandale de Sud-couleurs, c'est que l'inspecteur du Travail (M. Linck), accepte ces licenciements sauf 4 et n'a pas encore refusé le licenciement du délégué syndical CGT.

Alors que depuis plusieurs mois, des délégués mis à la porte sous le gouvernement Giscard, sont réintégrés ou en voie de l'être, alors que depuis le 10 mai, le gouvernement fait des déclarations contre le chômage, M. Linck, probablement passiste, accepte les licenciements de Sud, et va peut-être dire oui à celui du délégué ! D'ailleurs, ne vient-il pas d'accepter les

630 licenciements d'Eurocéral ?

Il est temps que ces fonctionnaires qui entraînent la responsabilité du ministère du Travail, comprennent que les choses doivent changer. Le congrès du PS l'a d'ailleurs affirmé bien haut.

Parallèlement, les travailleurs savent bien que celui qui licencie, c'est bien le patron des labos du Sud, et qu'une fois encore, seule l'action des travailleurs de Sud le fera plier et reculer.

Depuis jeudi 22 octobre, ils sont en grève et l'occupation des locaux est effective : seul moyen efficace contre l'obstination de la direction.

En août, l'occupation des locaux avait permis de gagner quinze jours de suspension de toute procédure de licenciements, d'alerter la presse, la télé régionale, de recevoir le soutien de nombreux élus et partis politiques de gauche. Aujourd'hui encore, les travailleurs de

Sud peuvent gagner et le soutien de tous y contribuera.

Pour exprimer votre sou-

tien et votre solidarité, écrire au syndicat CGT de Sud-couleurs service, Saint Jean de Védas, 34430.

Deux succès indiscutables

Les 246 travailleurs de la COOP remportent une belle victoire à l'occasion de leur première lutte. Toutes les revendications sont satisfaites : 2% d'augmentation, des primes (50F par mois pour tous, 240F pour les chauffeurs et convoyeurs) une prime-panier forfaitaire, une semaine de congés supplémentaire pour 79 et 80, le respect de la convention collective et l'établissement d'une grille de salaire.

C'est un syndicat CGT jeune, créé cet été, qui a mené la lutte et qui sort renforcé, plus expérimenté et plus nombreux, balayant les syndicats FO et autonome qui jusqu'alors faisaient la loi.

Une lutte qui a duré dix jours, très combative, avec occupation des locaux. Vendredi 23 octobre, ils sont venus en grand nombre, expri-

mer leur solidarité à ceux de Sud-couleurs, assurant qu'ils étaient prêts à venir les aider et les soutenir dans leur lutte pour l'emploi.

Aux « Courriers du Midi » aussi, les travailleurs ont gagné (voir HR N° 1262) après un mois d'une lutte opiniâtre avec occupation. Malgré les provocations et les commandos de la direction, ils ont gagné ce qu'ils revendiquaient à la fin de leur lutte : 40H en cinq jours, sans diminution de salaire, 250F par mois à partir du 1^{er} octobre, 285F par mois en plus à partir du 1^{er} mars.

Pas de changement là dessus, les victoires s'obtiennent toujours par la lutte.

Correspondant
MONTPELLIER

INTOXICATION PSYCHOLOGIQUE

■ Vous êtes responsable du centre DIDRO (*), pouvez-vous tracer une esquisse de ses activités et des raisons qui ont motivé sa création ?

Le centre DIDRO a 8 ans d'expérience. En 72, un certain nombre de personnes, dont je faisais partie, se sont inquiétées de ces jeunes, partis en Inde. C'était à l'époque des chemins de Katmandou, 6000 jeunes, alors, en détresse là-bas. Rapidement, nous avons compris que même si on aidait ces jeunes en difficulté à rentrer en France, à supposer qu'ils le souhaitent, aucune structure adéquate ne pouvait les accueillir. C'est alors qu'on a créé une association «Drogue et jeunesse», destinée à devenir un interlocuteur pour les parents et les éducateurs inquiets devant ce problème presque totalement méconnu. Leurs informations, ils les tenaient essentiellement des manchettes des grands journaux titrant sur les cas tragiques, comme cette petite jeune fille morte par overdose dans les toilettes du casino de Bandol, et sur les trafiquants. Bref, ce fut d'emblée une image traumatisante du phénomène de la drogue, assimilée à une maladie honteuse, on en parlait à voix basse tout comme on le faisait naguère des maladies vénériennes, qui s'imposa. Traiter le problème de la toxicomanie de cette manière est ridicule, les toxicomanes ne sont pas des malades et s'ils le sont, ils souffrent de non-relation, qu'aucun vaccin, ni aucun médicament ne peut guérir; ils ont besoin d'accueil, de compréhension, de non-rejet. On s'est vite rendu compte qu'on ne pouvait rien faire pour la toxicomanie en général, mais beaucoup pour les toxicomanes eux-mêmes, ce que nous avons essayé d'entreprendre. Le centre DIDRO est aujourd'hui un centre d'accueil ouvert aux toxicomanes pour les écouter, les aider à trouver un projet de vie immédiat en passant évidemment par un certain nombre d'étapes: la désintoxication physique, nécessaire pour quelques uns d'entre eux, et pour presque tous, la désintoxication psychologique: quand on a sa seringue dans sa tête, c'est pire que de l'avoir dans les veines. Notre centre offre donc, la possibilité, à ceux qui coopèrent, de se réadapter à la vie normale, ce qui ne signifie pas pour autant, qu'ils empruntent une trajectoire linéaire, pour y parvenir. A cet aspect de notre activité, se juxtapose une consultation permanente pour les parents de toxicomanes et pour ceux qui rencontrent ce problème dans leur environnement familial ou professionnel.

DROGUE LICITE OU ILLICITE

■ Le toxicomane qui a la volonté de s'en sortir ne traîne-t-il pas derrière lui un boulet, celui de ses antécédents de vie marginalisée ?

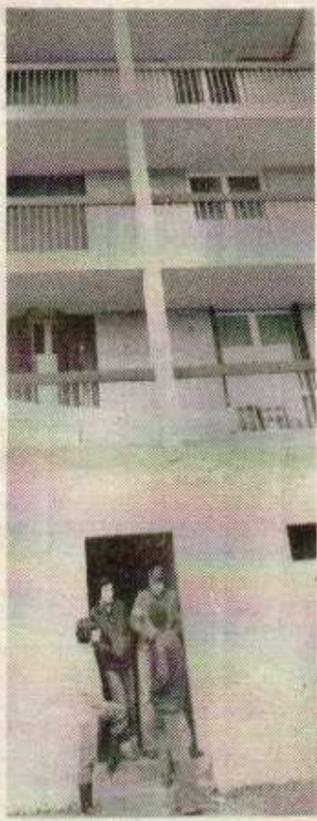
C'est exact, cependant, le toxicomane est moins un marginal qu'un être marginalisé. C'est nous qui le mettons dans la marge, parce qu'il nous gêne dans notre contexte habituel. Dès qu'on en parle, pour cer-

Le couple est là, il existe, on le sait. Désormais, le phénomène drogue est accolé à la représentation de la jeunesse. Oh, certes, il convient de relativiser le problème. Tous les jeunes ne se droguent pas et parmi ceux qui en consomment, il convient de dissocier ceux qui y goûtent une fois, de ceux qui en usent occasionnellement, de ceux encore qui sont réellement intoxiqués. Cette dernière frange de toxicomanes est infime parmi les drogués, et donc à-fortiori parmi les jeunes. L'entretien que Gaston Lefèvre, responsable du centre DIDRO (*), nous a accordé, pose tour à tour les questions: «Pour quoi la drogue?» «Pour qui?». L'alternative, souvent présentée, allant de la négation du problème à la répression des drogués, ne modifie en rien les bases matérielles et morales qui motivent les jeunes à se droguer. L'époque hippie est révolue, ce n'est plus un doux délire pacifiste et égalitariste qui induit la drogue dans le quotidien des jeunes. Comment vivre le chômage, le rejet, la misère et jusqu'au racisme, rigueurs imposées à la jeunesse? Comment supporter l'angoisse des lendemains qui ne chanteront pas de si tôt? Alors nombre d'entre eux s'assomment délibérément dans la défonce.

N.V.

Délinquants, malades, marginaux, ... ou seulement jeunes en difficulté ?

Interview de Gaston Lefèvre, responsable du centre DIDRO



tains, c'est le rejet, le refus, la fermeture et jusqu'à la condamnation. Tout ceci concourt à sa marginalisation, sans parler du milieu dans lequel il est introduit et parfois inséré malgré lui,

et qui est déterminant. Le toxicomane — qui a perdu sa liberté devant le produit toxique — devient presque toujours par la force des choses un petit magouilleur, un petit revendeur,

et aux yeux de la loi, un délinquant. Il a bien souvent des problèmes «de flics aux fesses», comme il dit. Cette angoisse perpétuelle crée une difficulté supplémentaire à la volonté qu'il a parfois de s'en sortir. Cependant, il convient de relativiser. S'il y a 30000 ou 40000 vrais toxicomanes en France, n'oublions pas qu'il y a deux millions, deux millions et demi de véritables alcooliques et plus les trois millions de buveurs excessifs. C'est un problème autrement grave, mais qui est entré dans nos mœurs, j'allais dire dans notre patrimoine national!

■ N'y a-t-il pas une évolution dans les produits utilisés ?

Réduire le problème de la toxicomanie aux drogués qui usent de produits illicites et qui éprouvent des difficultés supplémentaires à s'en sortir, parce qu'ils sont entrés dans l'engrenage de la délinquance, ne reflète que très partiellement le problème de la toxicomanie et les raisons qui déterminent les jeunes à continuer à se droguer. Il ne faut pas focaliser uniquement sur la drogue illicite: haschisch, héroïne, cocaïne, LSD... Ces toxicomanes-là, sont aujourd'hui moins nombreux que ceux qui se procurent leur drogue n'importe où, dans les pharmacies, chez les marchands de couleur, dans les drogueries (**). Il y a 10 ans, on parlait de «drogue réactionnelle» contre la société, c'était le hippisme, la recherche de l'imaginaire, à travers la drogue, on rêvait d'autre chose; aujourd'hui, c'est la défonce, c'est la drogue pour fuir une vie angoissante et le manque d'avenir pour un grand nombre de jeunes, notamment pour ceux du quart monde et de la seconde génération issue de l'immigration. Cette quête de l'oubli se répète et s'inscrit peu à peu dans le quotidien du jeune toxicomane, et un jour il ne pourra plus s'en passer, du moins psychologiquement. La drogue même celle qu'on appelle douce n'est pas un produit anodin, l'une de ses actions est la démotivation, l'avachissement, c'est l'absence d'envie de vivre et dans certains cas, c'est l'engrenage vers des drogues plus dures, non pas parce qu'il existe une causalité chimique dans ce cheminement, mais pour des raisons psycho-sociales et dans la recherche de réactions plus violentes.

■ La drogue n'est-elle encore qu'un phénomène juvénile ?

Ici, il y a 4 ou 5 ans, nous recevions des 17 à 23 ans; maintenant, nous avons des 13-14 et des 26, 27 même des 30-32 ans. On entre beaucoup plus jeune dans le domaine de la drogue, on fait des expériences beaucoup plus tôt. Pour un certain nombre de toxicomanes, c'est l'hôpital psychiatrique, la prison ou la mort. Il n'y a que ces trois pour qui ne veut pas se défaire de la drogue. Je ne parle ici que des vrais toxicomanes, je ne les amalgame pas à ceux qui se droguent accidentellement ou occasionnellement, petits utilisateurs, qui usent de drogue, comme d'un bon petit vin.

JEU ENTRE LA VIE ET LA MORT

■ Ces jeunes drogués savent-ils les risques qu'ils courent ?

Certains le savent, «ils s'en foutent». Les jeunes n'ont peur ni de la maladie, ni de la mort. Ils voient la drogue comme une expérience, une aventure, où ils peuvent risquer leur vie de temps en temps. L'injection de drogue dans les veines, c'est un peu comme la roulette russe: vous ne savez jamais de quoi se compose la drogue illicite et puis les risques secondaires, la poussière, la bulle d'air, la scepticémie. Le jeune sait tous ces risques, ils font partie de son jeu entre la vie et la mort. J'ai connu des jeunes qui ont vu mourir 30 copains de leur groupe initial de moins de 7 ou 8 ans et qui ne s'arrêtent pas pour autant.

■ Est-ce que c'est facile de se procurer de la drogue ?

Oui, tous les jeunes qui viennent nous voir sont unanimes. Sur ce fait, tous savent où s'en procurer et combien ça coûte. Bien évidemment, ceci pose le problème de la répression des trafiquants. Ce n'est pas sérieux de mettre en prison un garçon ou une fille parce qu'il a fumé de la marijuana; il y a autre chose à faire avec lui que de l'emprisonner. L'incarcération n'arrange personne et surtout pas les jeunes fragiles comme ceux-là. Ils en ressortiront probablement beaucoup plus démolis psychologiquement et moralement qu'ils n'y étaient entrés. Mais quand on a un produit illicite dans la poche, on tombe sous le coup de la loi. La législation actuelle est assez libérale pour l'usager, grâce à l'injonction thérapeutique et féroce pour les trafiquants. Mais les gros trafiquants à la tête de moyens considérables ne se salissent pas les mains avec la drogue et tombent rarement sous le coup de cette loi. Selon le directeur d'Interpol, la plus grosse partie du trafic est clandestine. «Dans l'hypothèse où on a les meilleurs renseignements, le score des meilleurs policiers du monde n'a jamais dépassé 10% du trafic total». En revanche, le petit dealer qui trafique pour se procurer un produit dont il ne peut se passer, a toutes les chances de payer pour les autres. Or qu'est-il, d'abord, un trafiquant ou d'abord un toxicomane? Quand on est en manque et qu'il faut absolument s'acheter son produit, le nombre de solutions est limité: la prostitution aussi bien pour les filles que pour les gars, le braquage, le casse auxquels viennent se substituer le deal. «Je vais voir mon fournisseur, il va m'en donner un peu à condition que j'en refille deux ou trois doses à quelqu'un d'autre». C'est ainsi qu'il se fait coincer parce qu'il est usager-détenteur.

■ Avez-vous quelque chose d'important à ajouter pour nos lecteurs ?

Je leur dirai volontiers une vérité première que beaucoup ignorent, à savoir: que le toxicomane n'est ni un délinquant qu'il faut punir... ni un malade qu'il faut guérir... ni un marginal qu'il faut exclure... C'EST UNE PERSONNE EN DIFFICULTE!

Propos recueillis par Nathalie VILLOTIERS

(*) Centre DIDRO 9 rue Pauly 75014 Paris tél 5427500
(**) où colles, essences, dissolvants et autres diluants sont en vente libre

MOYEN-ORIENT

RECHERCHE
D'UN REGLEMENT
PACIFIQUE

Les choses évoluent vite au Moyen-Orient, ces dernières semaines, en particulier depuis la proposition du Plan de paix saoudien, appelé «Plan Fahd» (cf encadré).

Selon ce plan, les négociations peuvent être la base d'un règlement pacifique du problème du Moyen-Orient. Il montre aussi que sans tenir compte du problème palestinien, on ne peut arriver à rien de durable dans cette région.

Les réactions de l'OLP à cette proposition saoudienne sont diverses. Dès le mois d'août, le représentant de l'OLP, Abou Jihad, en visite au Koweït, a qualifié ce plan de «très important», disant qu'il «jouerait un rôle positif dans l'établissement de la paix au Moyen-Orient», tandis que d'autres leaders palestiniens l'ont critiqué.

Yasser Arafat a déclaré le 14 octobre au Japon, que la proposition saoudienne était digne d'éloges et qu'elle serait un point important de l'ordre du jour du prochain sommet arabe. Toutefois, Arafat a refusé de se prononcer sur le point 7, qui mentionne la reconnaissance de tous les Etats de la région, c'est-à-dire aussi Israël. Il aurait simplement déclaré à ce sujet: «Reconnaître Israël ou non est notre dernier atout que nous ne jouerons que lorsque nos descendants seront retournés dans leur patrie». Répondant à

une question sur la Charte de l'OLP, il a indiqué: «Il est stipulé dans la Charte que musulmans, chrétiens et juifs doivent avoir des terres pour vivre ensemble». Mais Arafat a démenti formellement avoir accepté «la coexistence avec l'ennemi israélien».

Par contre, Israël s'est opposé catégoriquement à la proposition saoudienne.

Côté USA, les choses évoluent puisque les deux anciens présidents, Carter et Ford, se sont prononcés pour une reconnaissance de l'OLP par les USA. Carter a dit: «Je ne vois aucune possibilité, dans le monde palestinien et dans le monde arabe, de reconnaître aucune autre direction pour les Palestiniens que l'OLP. (...) Nous ne pouvons pas parler au nom d'Israël, mais j'estime qu'une reconnaissance simultanée de l'OLP et du droit d'Israël à l'existence, ainsi que nos contacts avec l'OLP serait certainement une chose dont je suis partisan». Mais le président actuel, Reagan, a dit qu'il n'était question de rien de tout cela.

Enfin, s'il faut noter l'intérêt plutôt positif de plusieurs pays européens et de la Chine pour le Plan Fahd, la Syrie et la Lybie l'ont, elles, critiqué assez durement. Il faudra donc suivre de près le prochain sommet arabe qui se penchera sur la proposition saoudienne.

C.L.

Le plan FAHD

- 1) Retrait d'Israël des territoires occupés en 1967, y compris le secteur arabe de Jérusalem.
- 2) Démantèlement des colonies de peuplement établies par Israël en Cisjordanie, dans la bande de Gaza et sur les hauteurs du Golan de la Syrie.
- 3) Liberté de culte dans les lieux saints (y compris Jérusalem) pour toutes les religions (Christianisme, Islam et judaïsme).
- 4) Reconnaissance du droit du peuple palestinien au retour dans sa patrie et dédommagement de tout Palestinien ne désirant pas y retourner.
- 5) Tutelle de l'ONU sur la Cisjordanie et la bande de Gaza pour une période transitoire de quelques mois.
- 6) Création d'un Etat palestinien avec Jérusalem pour capitale (il s'agirait seulement du secteur arabe de cette ville).
- 7) Reconnaissance du droit de tous les Etats de la région à vivre en paix.
- 8) Il revient aux Nations unies ou à plusieurs Etats membres, de garantir l'exécution de ces principes.

Prenez contact avec le Parti communiste marxiste-léniniste.

NOM
Prénom
Lieu de travail
Adresse
Code postal

(A retourner à L'Humanité rouge - BP 201 - 75926 Paris Cedex 19)

CANCUN face au Tiers-Monde, Reagan marque le pas

Cancun, hôtel Sheraton, c'est là que vient de se tenir la rencontre Nord-Sud réunissant 22 chefs d'Etat représentant 3,5 milliards d'hommes. Cancun, ou la rencontre de la dernière chance pour le dialogue Nord-Sud, pour vaincre la famine, briser les dépendances. Cancun, rencontre mais surtout confrontation entre les exploités du Nord et les spoliés du monde entier. Cancun : tout un symbole; une cité balnéaire pour Américains milliardaires qui a poussé sur la côte d'un Mexique que le boom pétrolier n'a pas arraché à la misère. Dans ces palaces, le prix d'une nuit d'hôtel pour touristes du Nord équivaut à deux ans de revenus d'un habitant moyen du Bangladesh. Tout un symbole, quand on sait que le Nord avec 25% de la population mondiale dispose de 83% du produit brut mondial, consommation 75% de l'énergie, 70% des céréales, 92% de l'industrie, 95% des ressources technologiques. Au Sud, sur les 3,3 milliards d'habitants du Tiers Monde, 570 millions souffrent de la faim, 800 millions sont des pauvres absolus, 800 millions des analphabètes, 1 000 millions des chômeurs et 1 500 millions sont privés de tous soins médicaux. Il était impératif de sortir le dialogue Nord-Sud de l'impasse, avant d'entamer des négociations globales sur les quatre questions les plus cruciales auxquelles sont confrontés les pays en voie de développement en cette fin de XXe siècle : la sécurité alimentaire et le développement agricole, les matières premières, le commerce et l'industrialisation, l'énergie, les questions monétaires et financières.

Au terme de cette rencontre Nord-Sud, une hypothèse est levée sur la question de fond : celle des négociations globales. Reagan, relativement isolé dans cette conférence, a rompu avec l'arrogance de ses déclarations antérieures pour accepter le principe de négociations globales. Négociations qu'il a assorties de quatre conditions qui risquent de le vider de leur contenu, quatre conditions qui vont à l'encontre des revendications formulées par le Tiers Monde et que certains pays jugent inacceptables. Pour Reagan, l'ordre

de jour de ces négociations doit comprendre la libéralisation du commerce et la question des investissements, afin que les pays du Tiers Monde ouvrent leurs frontières aux multinationales US. Autre condition US : aucun changement ne doit être apporté aux organismes internationaux existant, aucune institution nouvelle ne doit être créée. Cela signifie que les USA s'opposent au principe même de démocratisation des organismes internationaux de l'ONU, sur lesquels ils ont la haute main et dont ils ont fait des instruments de pillage et d'exploitation du Tiers Monde. Ils réitérent leur refus de création d'une filiale émergeant aux vœux des pays du Tiers Monde et de bon nombre de pays industrialisés dont la France. Troisième condition : il faut selon Reagan que soient prises en compte les politiques économiques nationales des pays développés. Traduisiez : «Je fais ce que je veux avec le dollar». Quatrième condition : créer un climat de coopération, ce qui de la part de Reagan veut dire : «Soyez compréhensif vis-à-vis des mes exigences».

«Si cela est accepté — a dit Reagan — alors les USA s'engageront dans un nouveau processus préparatoire afin de voir ce qui peut être obtenu. Je suggère que des représentants officiels de nos gouvernements confèrent de manière formelle dans les mois à venir sur les processus appropriés». Cette position positive de Reagan, malgré toutes les restrictions qui l'accompagnent, constitue une première victoire quand on sait que les USA refusaient de prendre aucun engagement à Cancun, qu'ils considéraient comme l'occasion d'un échange de vue. Reste à définir le processus de ces négociations, ce qui promet de nouvelles bagarres. Elle consacre un recul de Reagan, obligé de négocier non pas par pays mais avec l'ensemble des pays du Tiers Monde sur l'ensemble des problèmes du développement et du pillage. En effet, les USA n'appréhendent pas les pays en développement comme une entité homogène, s'efforcent de les diviser en pays riches et pays pauvres, en exagérant leurs

particularités afin de les éloigner de la plate-forme commune des 77. Bien évidemment, Reagan partisan du capitalisme sauvage et de la loi du marché préfère traiter avec chaque pays de façon bilatérale dans une partie de bras de fer qu'il gagne à tous les coups. Cette reconnaissance des pays du Tiers Monde comme une entité constitue une concession importante de la part des USA, elle confirme l'émergence du Tiers Monde comme une force politique indépendante pesant de tout son poids dans l'arène internationale. Ce que redoutent pas dessus tout les supergrands.

La conférence de Cancun a été marquée par l'unité des pays du Tiers Monde et par l'alliance de ces pays avec les pays industrialisés d'importance secondaire, notamment la France et le Canada, avec les interventions positives de Mitterrand et de Trudeau. Il reste à mettre en œuvre les négociations globales au sein de l'ONU, le succès de ces négociations dépend des reculs que les pays du Tiers Monde seront en mesure d'imposer aux USA et aux pays riches. Impérativement, le vieil ordre économique mondial doit être remplacé par un nouvel ordre plus équitable. Ce n'est pas seulement la justice c'est aussi la raison. Il y va de la sauvegarde de la paix mondiale, et ce au moment où les supergrands accumulent de terribles arsenaux nucléaires. En effet, des pays et des peuples frappés par la famine, lourdement endettés, sont encore plus vulnérables aux pressions, à la main mise, à la déstabilisation et à la division de la part des deux supergrands tentés d'utiliser ces pays comme des pions dans leur stratégie mondiale. C'est ce qui a fait remarquer le premier ministre chinois Zhao Ziyang, présent à Cancun : «Il existe dans le monde d'à-présent deux grands problèmes : la sauvegarde de la paix et la promotion du développement. Ces deux problèmes sont indissolublement liés l'un à l'autre».

Léon CLADEL

22 pays du Nord et du Sud à la même table : Pour un dialogue dans la confrontation : RFA, Autriche, Canada, USA, France, Japon, Angleterre, Suède, et Algérie, Arabie Saoudite, Bangladesh, Brésil, Chine, Côte d'Ivoire, Guyane, Inde, Mexique, Nigeria, Philippines, Tanzanie, Venezuela, Yougoslavie.

Mitterrand et Lopez Portillo : Le Mexique a joué un rôle très actif pour la tenue et la réussite de cette rencontre qui a débouché sur la relance du dialogue Nord-Sud.



L'URSS ne s'estime pas concernée ...

Bien qu'invité à Cancun, Brejnev n'a pas cru devoir se déplacer. Pour l'URSS, le problème Nord-sud ne serait qu'un problème Ouest-sud. Elle ne se sent pas du tout concernée par le problème du pillage. En fait, il semble bien que l'aide accordée par l'URSS aux pays du sud, soit principalement d'ordre militaire. De 1954 à 1978, elle a accordé à 73 pays en voie de développement, une aide de l'ordre de 47 milliards de dollars. L'aide militaire représentait les deux tiers de cette somme, soit 29,6 milliards. Elle est devenue le 2ème marchand de canons du monde, tout de suite après les USA dont les ventes dépassent 3 milliards de dollars par an. En essayant d'écouler le maximum d'armes dans les pays du Tiers Monde, l'URSS veut par là, faire peser sur eux les charges causées par la militarisation de son économie. L'aide économique (le tiers seulement de son aide totale, soit 0,0003% de son Produit national brut) est inférieure aux normes fixées par l'ONU. Inférieure aussi à l'aide des pays industrialisés. L'URSS demande aux pays bénéficiaires de lui restituer cet argent en lui achetant des équipements. Selon des statistiques officielles de l'URSS elle-même, sur son commerce extérieur, le prix du gaz naturel qu'elle importe des pays asiatiques est de 50% inférieur à celui du gaz qu'elle exporte en Occident. Les prix du charbon, de la fonte et d'autres produits exportés au Moyen-Orient sont de 80 à 150% plus élevés que ceux des produits qu'elle vend à la RFA. Tout comme les pays d'Europe occidentale, l'URSS cherche à tirer profit de l'ancien ordre économique pour piller les pays en voie de développement. Si l'état actuel des relations Nord-sud incombe principalement aux pays occidentaux, l'URSS ne voit pas d'un mauvais œil se développer la discorde entre pays riches et pays pauvres. Elle pense tirer profit de ces contradictions entre le nord et le sud, afin d'étendre sa sphère d'influence dans les pays en voie de développement et d'essayer de couper les pays d'Europe de leurs sources d'approvisionnement en matières premières.

Comment la CEE conçoit l'aide

«Aider le tiers-monde, c'est s'aider soi-même à sortir de la crise». Cette citation de Mitterrand résume bien l'interdépendance dans laquelle se trouvent pays riches et pays pauvres. C'est dans ce sens qu'il faut interpréter les prises de position positives de Mitterrand et de certains pays riches à Cancun. Encore plus que les USA, dont le marché et les ressources énergétiques sont immenses, la CEE dépend du tiers-monde. 75% des produits de base consommés par les pays de la Communauté européenne sont importés, le pourcentage tombe à 17% aux USA et à 9% pour les pays de l'Est. Les exportations de la CEE vers les pays non pétroliers du tiers-monde représentent plus du double de ses exportations vers les USA. Ce n'est pas un hasard si les pays riches ont repris l'idée d'un Nouvel ordre économique international en 73 seulement alors que l'objectif est avancé depuis le début des années 60 par les non-alignés. 1973 coïncide avec l'entrée des pays riches dans la crise économique, avec pour conséquence un besoin de régulation des flux internationaux. Il est de l'intérêt des pays riches d'assurer des recettes stables au tiers-monde, afin de garantir des exportations régulières de produits manufacturés vers les pays du sud. C'est le sens de la convention de Lomé. Il ne s'agit pas de philanthropie, mais d'intérêt bien compris de la part des impérialistes. Ce qui explique des positions «surprenantes» du ministre français de la Coopération, prônant «un haut degré de protectionnisme», «l'aide bilatérale» et «la conditionnalité des prêts» aux pays du tiers-monde.



La Chine dans le camp du Tiers-Monde

La Chine était représentée à Cancun par le premier ministre Zhao Ziyang. Ce dernier a sévèrement mis en garde les USA, et s'est rangé dans le camp du tiers-monde. Il a précisé les 5 principes sur lesquels se base la position chinoise.

- 1) Il faut soutenir activement tous les efforts des pays en voie de développement pour développer l'économie nationale, réaliser l'indépendance économique et faire valoir la confiance en soi collective.
- 2) Il convient de transformer l'actuel ordre économique international selon les principes de l'équité, de la rationalité, de l'égalité et des avantages réciproques.
- 3) L'objectif fondamental qu'est l'instauration d'un nouvel ordre économique international doit être combiné correctement et étroitement avec le règlement des questions urgentes qu'affrontent actuellement les pays en voie de développement.
- 4) Les pays en voie de développement ont le droit d'appliquer une stratégie de développement adaptée à leurs conditions concrètes. Les pays développés ne doivent pas faire de la réalisation de la réforme intérieure dans les pays en voie de développement, un préalable à un Nouvel ordre économique mondial.
- 5) Il convient de promouvoir activement les négociations Nord-sud visant à améliorer la position des pays en voie de développement sur le plan économique, ce en vue de favoriser le développement de l'économie mondiale et la sauvegarde de la paix dans le monde.

L'enjeu
du dialogue NORD-SUD

Alimentation, développement agricole, matières premières-commerce et industrie, énergie, questions monétaires et financières : autant de dossiers brûlants à travers lesquels les pays en voie de développement remettent en cause un ordre économique qui draine les richesses du Sud vers le Nord.

SÉCURITÉ ALIMENTAIRE
ET
DÉVELOPPEMENT AGRICOLE

Les pays du Tiers Monde exigent que soit brisé le carcan alimentaire, eux qui pour se nourrir sont entièrement dépendants, à la merci de pays riches qui détiennent une véritable arme alimentaire, ce que Giscard appelait «le pétrole vert».

En 1979, les USA ont réalisé 83% des exportations mondiales de maïs, 72% de celles de soja, 45% de celles de blé. Alors que l'Égypte, l'Iran, la plupart des pays d'Afrique voient leur subsistance dépendre à plus de 50% de leurs importations. Nouvel ordre économique mondial et nouvel ordre alimentaire sont extrêmement liés. La situation actuelle est le fruit de la politique des pays riches et des multinationales qui imposent au Tiers Monde des monocultures d'exportation. Au plus fort de la famine au Mali, en 1971-1972, le pays a exporté cinq fois plus de coton et 70% de plus d'arachides que les 6 années antérieures. Le Niger, quant à lui, a multiplié par trois ses ventes d'arachides en 10 ans d'indépendance, par quatre celles du coton pour des rentrées de devises dérisoires. Les pays du Tiers Monde demandent la constitution d'une réserve mondiale de céréales. Les Etats Unis s'y opposent, ils ne pourraient plus spéculer avec leurs stocks. Ils s'opposent à tout accord sur le blé, qui pourrait jouer le rôle d'un fond de stabilisation.

POUR UN COMMERCE
EQUITABLE

Le commerce avec le problème de l'échange inégal constitue un des points de confrontation les plus aigus entre le Tiers Monde et les pays riches (surtout les USA). Avec les déclarations récentes de Reagan devant le FMI. Si les USA préconisent une économie ouverte, c'est à sens unique : selon une étude de l'ONUDI (Organisation des Nations Unies pour le développement industriel), les produits manufacturés fabriqués par le Tiers Monde, sont frappés par les mesures de contingentement et les barrières tarifaires établies suite à la crise. Ceci alors que les matières premières ne sont pas concernées par de telles mesures. Ainsi la CEE importe sans taxes du riz d'une série d'Etats. Le même riz, transformé avant d'être exporté, est soumis à des taxes douanières 13 fois plus grandes. Toujours selon l'ONUDI, au cours de la dernière décennie, les USA ont introduit plus de 400 restrictions à 1 501 produits, le Japon à 431, les pays de la CEE à 434. Même la Convention de Lomé, signée entre la CEE et les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, si elle constitue un grand pas vers un nouvel ordre économique profite principalement aux pays riches. Cette convention qui garantit un revenu minimum aux pays signataires pour leurs exportations, ne tient pas compte de l'inflation mondiale qui joue comme un élément de redistribution en faveur du Nord. Une telle convention n'a fait que stabiliser quand elle n'a pas renforcé la per-

INDÉPENDANCE ÉNERGÉTIQUE

Les pays du Tiers Monde sont encore plus dépendants vis-à-vis du pétrole que les pays industrialisés. (59,5% de la balance énergétique pour les premiers, contre 50% pour les seconds). Une telle dépendance combinée avec les fluctuations du dollar met en péril leurs finances et compromet le développement industriel. Dans cette optique ces pays demandent la création d'une filiale énergétique de la Banque mondiale afin de promouvoir le développement des énergies dans le Tiers Monde. Les USA s'opposent formellement à la création d'une telle filiale alors qu'une telle initiative est soutenue notamment par la France, l'Arabie Saoudite et le Canada.

60% de l'énergie consommée en Afrique provient du bois. Dans certaines régions de l'Inde, la part du bois dans la consommation énergétique a atteint 93%. La déforestation et à terme la désertification menacent de nombreuses régions

d'Afrique. Si la tendance n'est pas inversée, un milliard de personnes manqueront de bois d'ici à l'an 2000.

POUR DES TRANSFERTS
DE TECHNOLOGIE

Les relations Nord-Sud en matière de technologie, cela signifie que tout vient du Nord, des pays industrialisés, aux prix fixés par le Nord, en fonction des besoins du Nord. Ces techniques, les pays riches qui en ont le monopole les vendent quand ils ne les imposent pas, à des prix exorbitants aux pays du Tiers Monde. Les pays en voie de développement exigent que l'on procède à des transferts de technologie. Ils veulent avoir libre accès aux connaissances scientifiques et techniques du Nord afin d'en disposer eux-mêmes en fonction de leurs propres besoins. Les multinationales doivent élaborer ou les aider à élaborer des biens d'équipements adaptés à leurs propres besoins d'économie à dominante rurale, dans des régions tropicales. Pour les pays du Sud, doit être élaboré un code technologique international. Ils comptent beaucoup sur la coopération Sud-Sud pour définir des technologies adaptées.

850 MILLIARDS DE DETTES
LE FMI

En janvier 81, la dette du Tiers Monde a atteint 580 milliards de dollars. Les pays du Tiers Monde en sont réduits à emprunter non pour réaliser des projets de développement mais pour rembourser leurs échéances. La Banque mondiale est actuellement un instrument que les USA manipulent pour leurs propres intérêts. L'ancien président de la banque n'était autre que MacNamara, ancien chef du Pentagone. Le président actuel, Alden Clausen était auparavant Président de la Bank of America. Sur ce point décisif les pays du Sud se sont heurtés à l'intransigeance des pays industrialisés et principalement des USA qui s'opposent formellement à toute transformation des compétences d'institutions spécialisées de l'ONU dans lesquelles ils sont majoritaires (FMI, Banque mondiale, GATT). Le FMI, impose de plus en plus de restrictions à l'obtention de prêts qui lui permettent de s'immiscer dans les affaires intérieures des pays demandeurs pour imposer un certain type de développement plus favorable aux multinationales. Il exige notamment que soit brisé le secteur d'Etat, que soient remis en cause les réformes agraires, il tente d'imposer l'extraversion des économies, il demande que soit levé tout contrôle sur l'import-export, et que les pays en développement s'intègrent au marché capitaliste. Les USA s'opposent toujours à l'augmentation des prêts de la Banque mondiale au Tiers Monde, préférant l'aide bilatérale et les investissements des multinationales. La Banque mondiale vient de porter ses taux d'intérêts de 10,6 à 11,6%. Augmentation catastrophique quand on sait que la dette du Tiers Monde s'élève d'un milliard de dollars à chaque fois que le taux d'intérêt s'élève de 1%. Les pays du Tiers Monde demandent par ailleurs, que Reagan débloque les 3,24 milliards de dollars promis au titre de la reconstitution des ressources de l'Association internationale de développement pour les exercices 81-83. Pour le moment, le courant d'aide ne représente que 30 milliards de dollars, alors que la dette est de 580 milliards.

**DÉSARMEMENT
SIMULTANÉ ET CONTRÔLE
DES DEUX BLOCS
USA-URSS**



Un monde surarmé

C'est une évidence de ces dernières années, notre monde est surarmé, et c'est le grand mérite des pays du Tiers Monde et du Mouvement des non-alignés d'avoir tiré la sonnette d'alarme depuis longtemps déjà. En 1978, le président de l'Assemblée extraordinaire de l'ONU sur le désarmement déclarait : « La course aux armements amorcée après la deuxième guerre mondiale a atteint son point culminant dans les années de la guerre froide et est devenue un processus permanent et malheureusement universel. Les frais astronomiques requis par l'armement ont englouti sans retour des moyens qui auraient pu servir à des fins beaucoup plus utiles. » Lazar Mojsov (Yougoslavie).

Estelle DELMAS

Si l'on prend quelques chiffres, ils sont effrayants :
● **Dépenses militaires** : en 1980, 400 milliards de dollars par an, dont 200 milliards pour les USA et l'URSS.
● **Commerce des armes** : 20 milliards de dollars par

an, dont 74% pour les USA et l'URSS.

● **Arsenal nucléaire** : 60 000 armes nucléaires de tous calibres connues, dont 80% aux USA et à l'URSS, soit une capacité de destruction de 20 000 mégatonnes (20 000 millions de ton-

nes de TNT) c'est-à-dire 1,5 million de fois la bombe d'Hiroshima, soit la possibilité de tuer 40 milliards d'habitants!

● **Arsenal conventionnel** : 80% des dépenses d'armements sont destinées à son entretien. On ignore la quantité d'armes de tous calibres qui doit dépasser largement les 50 000 000.

● **Recherche** : plus de la moitié des ingénieurs et des physiciens travaillent pour la recherche militaire.

● **Militarisation de l'espace** : depuis 1957, 1 611 satellites ont été lancés dont la moitié sert au renseignement militaire. Sur ces satellites, on peut placer des armes. 90% appartiennent aux USA et à

l'URSS; leur durée de vie est brève (15 à 30 jours), on doit donc en relancer chaque année l'équivalent de 1 par jour depuis 1978.

● **Militarisation des océans** : depuis 1960, il y a 278 sous-marins à propulsion atomique, dont 149 pour l'URSS et 111 pour les USA, soit 260 pour les deux.

A titre de comparaison :
— les dépenses militaires d'une demi-journée (600 millions de dollars) suffiraient pour éliminer totalement la malaria.

— en 1980, l'OCDE a donné en prêts, aides, au Tiers Monde : 45 millions de dollars.

— un char de combat de 1 million de dollars

suffit pour créer 1 000 salles de classe pour 30 000 enfants.

Si la course aux armements est un phénomène qui touche tous les pays, il faut néanmoins mettre en évidence trois points :

— la course aux armements n'est pas seulement nucléaire, mais aussi conventionnelle : armes classiques, chimiques, bactériologiques, etc...; les deux superpuissances nucléaires, USA et URSS sont aussi les plus grandes puissances militaires conventionnelles.

— l'insécurité mondiale créée par les deux superpuissances qui ont pris la population mondiale en otage a augmenté considé-

ablement les besoins de sécurité des autres pays qui ont dû de la même façon s'engager dans la spirale des dépenses militaires.

— la responsabilité du surarmement mondial incombe avant tout et par dessus tout aux deux superpuissances qui y ont dépensé des moyens sans commune mesure avec ceux des autres pays, même industrialisés.

La course aux armements est-elle une nécessité? Est-elle une fatalité? Est-elle inévitable? D'où provient cette situation si dangereuse pour l'humanité?

De Yalta à Cuba (1945-1962) la suprématie militaire U.S.

Au sortir de la guerre, les USA se retrouvent dans une position de suprématie mondiale incontestable et incontestée par les Européens. Seul pays industrialisé à ne pas être ruiné par la guerre, ils se sont au contraire enrichis en fabriquant du matériel de guerre, et en prêtant des capitaux pour la reconstruction de l'Europe.

La possession, en outre, de l'arme nucléaire par les USA, leur assure la capacité d'infliger immédiatement à l'URSS une frappe nucléaire et la menace, de ce fait, de ne pas dépasser les limites signées à Yalta. De 1945 à 1949, les USA ont le monopole de l'arme nucléaire, la bombe A; ils en possèdent peu, elles sont très peu maniables et doivent être portées par de gros bombardiers dont le rayon d'action n'est pas très grand.

En novembre 45, Molotov propose aux USA de révéler le secret de fabrication de l'arme à tous les pays : si le secret est gardé, c'est le déséquilibre en faveur d'une nation ou d'un groupe de nations (les alliés des USA); si, au contraire, il est divulgué, c'est la possibilité de coopération universelle. Secrète et monopolisée, la bombe est terrifiante, divulguée et à la portée de tous la bombe perd son pouvoir de coercition. La réponse américaine est catégoriquement non.

Dès cette date, déjà le président Truman avait en vue « l'endigement du communisme » et le nouvel ennemi des USA : l'URSS et le camp socialiste en voie de construction. Cette doctrine débouche on le sait sur l'encercllement de l'URSS, des pays de l'Est et de la Chine par la chaîne des traités et pactes militaires, de l'OTAN (1949), du CENTO (Turquie, Iran, Irak) de l'OTASE (Thaïlande, Philippines, Indonésie, Australie) en 1954, de l'ANZUS (Australie, Nouvelle-Zélande).

En 1947, l'URSS fait une

proposition à l'ONU de « réduction générale des armements et pour que soit interdite la production et l'utilisation de l'énergie atomique pour des buts de guerre ». Cette proposition est refusée par les USA et la Grande-Bretagne qui estiment que la possession de l'arme atomique compense leur infériorité dans le domaine classique par rapport à l'URSS, qu'ils accusent de ne pas avoir « démobilisé » à la fin de la guerre pour « répandre le communisme partout ».

Prétextant que les luttes de libération nationale des peuples colonisés d'Asie (Chine, Indochine) et d'Afrique (Égypte, Afrique du Nord) sont l'œuvre de l'URSS et du camp socialiste, les USA déclenchent « la guerre froide » qui durera jusqu'aux environs de 1960. Les « spécialistes » disent qu'elle est « froide » à cause de l'existence de l'arme nucléaire : qui rend impossible toute confrontation armée des deux blocs, à cause de l'épouvantable cataclysme que cela aurait représenté. De 1947 à 1960, les USA agressent et tentent de mettre sous leur domination, les peuples et les pays de la « zone intermédiaire » entre les deux blocs, tout en menaçant l'URSS.

L'URSS se trouve donc obligée de se doter de l'arme nucléaire en 1949 : « En cas d'attaque contre notre pays, les cercles dirigeants des USA utiliseraient l'arme atomique. C'est précisément cette circonstance qui a obligé l'Union soviétique à posséder l'arme atomique, pour faire face, dûment armée, aux agresseurs. » Staline (1951).

Le gouvernement américain proteste et assure que sa sécurité est menacée, il oblige l'OTAN à accroître considérablement ses divisions et son matériel de guerre en Europe, il active aussi la fabrication de la bombe H (1952). (La différence avec la bombe A, est qu'elle est plus petite et qu'elle utilise moins d'uranium mais est beau-

coup plus puissante, plus maniable et moins chère.)

Un an plus tard, l'URSS possède la bombe H et continue de proposer à l'ONU l'interdiction de l'arme atomique, comme première mesure de confiance avant de passer au désarmement conventionnel, les USA proposant le contraire (réduire l'armement classique d'abord, car ils visent le potentiel classique soviétique).

A partir de 1953 et jusque vers 1960, s'instaure ce que les spécialistes appellent « l'équilibre de la terreur » entre les deux blocs. Mais avec des nuances : de 1953 à 1957, les deux puissances possèdent assez de bombes thermonucléaires pour se « dissuader » mutuellement (se menacer). Mais les USA ont la supériorité pour les bombes miniatures : certaines, appelées *Davy Crockett*, sont même portées à dos de fantassins et les unités américaines en RFA en sont dotées largement. Supériorité aussi pour l'aviation, en nombre et en portée, et grâce aux bases réparties tout au pourtour de l'URSS, les bombardiers nucléaires sont capables d'atteindre n'importe quel point de l'URSS, ce qui n'est pas le cas pour les bombardiers soviétiques.

Pour contrer la bombe H soviétique, l'OTAN réarme l'Allemagne.

En 1957, l'URSS expérimente les premiers missiles intercontinentaux (fusées à très grande portée : 8 à 10 000 km) et les Spoutniks; ils sont donc à même technologiquement de menacer directement le territoire des USA : pour les USA, c'est un coup très dur, car pour la première fois de leur histoire, leur pays peut être touché et le gouvernement américain ne peut plus en toute impunité menacer de représailles massives l'URSS. Il change donc de théorie de l'emploi de l'arme nucléaire, pour passer à la théorie de « représailles graduées » (contre une agression en Europe avec des armes clas-

siques, il répondra par des armes classiques, si c'est avec des armes nucléaires, il répondra avec des armes de même calibre, etc...). La panique prend les milieux militaires américains qui, feignant de croire que l'URSS a acquis la supériorité, imposent l'installation de rampes de lancement de missiles à moyenne portée (800 à 3 000 km) en Turquie, Italie et Grande-Bretagne; la France refuse. Un vaste programme de construction de fusées intercontinentales est mis sur pied (Atlas, Titan I et II) enterrés en silos bétonnés aux USA, et des missiles anti-missiles.

En réalité en 1960, les USA possèdent 200 missiles continentaux contre 100 pour l'URSS. Les deux sont tombés d'accord tacitement pour mettre sur pied un « code » de leurs relations :

— respect du statu-quo de Yalta (Les USA n'interviennent pas en Hongrie en 1956, ni l'URSS en Amérique latine, c'est-à-dire dans ce qu'ils considèrent comme le glacis de protection de l'autre). Ce « respect » n'entrave nullement la confrontation directe ou par peuples interposés dans les « zones intermédiaires » entre les puissances et leurs alliés (Corée, 1950. Vietnam, Congo, Iran, Jordanie, etc...)

— « contrôler les crises locales », c'est-à-dire les guerres de libération, pour éviter l'escalade nucléaire : aucune des deux ne fournira jamais l'arme nucléaire à ses alliés dans la « zone intermédiaire », futur Tiers Monde.

— connivence pour refuser de discuter de désarmement à l'ONU ou de toute mesure partielle de désarmement, et pour fermer les portes du club nucléaire : Kroutchev refuse de fournir le « secret » de l'arme nucléaire à la Chine, les USA font savoir aux alliés qu'il n'y a que la Grande-Bretagne qui possèdera l'arme nucléaire.

En 1960, le rapport de forces soviéto-américain est globalement le suivant :

	USA	URSS
Nucléaire	supériorité quantitative égalité qualitative	infériorité quantitative égalité qualitative
Marine	supériorité écrasante	nulle
Aviation	supériorité (3/5)	2/5
Armement classique	infériorité 2/5	supériorité 3/5

Les conclusions que l'on peut tirer de la première époque de la course aux armements :

— les USA, superpuissance à l'offensive durant cette période cherchent à acquérir la suprématie sur tous les plans (armes nucléaires, armements classiques, bases militaires, alliances).

— les USA visent à maintenir cette suprématie par tous les moyens.

— ils accusent systématiquement l'URSS de vouloir les dépasser et, de ce fait, accroissent à titre préventif leur armement, soit en quantité soit en qualité.

— les USA et l'URSS sont arrivés à la parité qualitative : ils ont la possibilité grâce aux missiles de détruire mutuellement leur territoire, mais l'URSS ne possède pas la parité quantitative, c'est-à-dire qu'elle n'a pas la possibilité de tirer une deuxième fois. (On appelle première frappe, le premier tir d'armes atomiques destiné à détruire les armes de l'autre, si on n'y réussit pas du premier coup — les armes sont peu précises —, il faut s'attendre à une riposte et il faut donc avoir la capacité de deuxième frappe pour tirer sur l'autre avant qu'il ne vous anéantisse!).

— si l'URSS de Staline s'est dotée de l'arme nucléaire, c'était en raison de la menace que faisait peser le monopole nucléaire américain : « Les personnalités des USA sont mécontentes que les USA ne soient pas les seuls à posséder le secret de l'arme atomique. Elles voudraient que les USA aient le monopole de la production de la bombe

afin que les USA aient le pouvoir illimité d'intimider les autres pays et de les soumettre à leur chantage... Les intérêts du maintien de la paix exigent-ils un tel monopole? Ne serait-il pas plus exact de dire que la chose se présente de façon exactement contraire, que précisément les intérêts de la paix exigent la suppression d'un tel monopole et ensuite l'interdiction absolue de l'arme atomique? » Staline, 1951.

Or, à partir de 1956-57, l'URSS de Kroutchev développe d'autres conceptions sur l'arme nucléaire : « Les armes nucléaires ont changé l'ancienne conception de la guerre... Il n'y a actuellement pas de tâche plus urgente que de protéger l'homme contre une catastrophe nucléaire mondiale... sous estimer les conséquences destructrices de l'arme atomique ne profite qu'aux idéologues impérialistes qui cherchent à justifier la course aux armements. » *Pravda* 1963. « Une petite guerre impérialiste pourrait dégénérer en guerre de missiles, c'est pourquoi nous devons poursuivre notre lutte tant contre les conflagrations mondiales que contre les guerres locales. » Kroutchev 1961.

L'URSS se trouvait sur les mêmes positions que celles des USA, l'accord tacite se transforme officiellement à partir de 1960 en « coexistence pacifique ».

Prochain article :
« Coexistence pacifique : la course aux armements s'amplifie (1960-1979) ».

« (...) En raison de la forte résistance du FRETILIN, l'Indonésie a intensifié ses efforts de guerre en lançant des offensives massives à partir de septembre 1977 et encore en mai 1978.

« C'est surtout depuis lors que des bombardements massifs ont eu lieu à l'intérieur de l'île, détruisant des villages entiers. Le texte préparé par le Groupe des Affaires étrangères du Parlement australien fait état de l'aveu d'une personnalité officielle indonésienne, énoncé en privé, selon lequel des centaines de villages avaient été "rayés de la surface de la terre par les bombardements et que, sur la carte du Timor oriental, beaucoup de noms de localités ont disparu".

« Ces bombardements massifs avaient pour but ou bien d'exterminer une population soutenant le FRETILIN ou bien de chasser cette population de ses habitations et de la forcer à se mettre sous le strict contrôle des troupes indonésiennes. A cette fin, 150 "resettlement areas" (régions de regroupement) ont été créées où, selon l'Assistant secretary of State Holbrooke, à peu près 200 000 personnes, 300 000 selon d'autres sources, vivaient en 1979 sous surveillance étroite.

« La destruction systématique des habitations et le déplacement de la population vers la plaine se sont accompagnés de la destruction, également systématique et massive, des récoltes, afin d'affamer ou, au moins, de chasser de la région montagneuse une population récalcitrante. »

UNE PERSONNE SUR TROIS ASSASSINÉE

« Les bombardements des habitations et les destructions des récoltes ont été les éléments d'une stratégie aboutissant au regroupement de nombreuses populations dans les "resettlement areas" précitées, où les gens sont arrachés à leur environnement social traditionnel et voués à la faim. Il a été noté par des experts que les populations regroupées vont dépendre inexorablement d'une aide alimentaire extérieure, une production suffisante n'étant pas possible dans les régions de regroupement. (...) »

« Quant au nombre de victimes de la guerre, de l'occupation et de la stratégie de la faim, des indications précises sont impossibles aussi longtemps que les autorités de fait indonésiennes interdiront le libre accès à toutes les régions du Timor oriental. Des estimations fort imprécises sont pourtant possibles à partir de plusieurs témoignages. La population antérieure à l'invasion a été de 656 000 personnes. (...) »

« Un rapport de l'Eglise indonésienne dont le diplomate australien Jim Dunn a eu connaissance à la fin de 1976, parle de 100 000 victimes de l'invasion et de l'occupation indonésiennes déjà à cette époque.

« Le 1^{er} avril 1977, le ministre des Affaires étrangères d'Indonésie, M. Malik, lui-même, a donné à la radio australienne le chiffre de 50 000 à 80 000 morts. Selon une information donnée à Jim Dunn par une personnalité indonésienne de haut rang, la population ne dépassait plus, à la fin de l'année 1980, le nombre de 400 000 personnes.

« Suite à la stratégie de la faim, de très nombreuses personnes ont péri. Ainsi le rapport

TIMOR

Le génocide ignoré

Un combattant du FRETILIN...



Timor : petite île oubliée dans l'Océan Pacifique.
Timor : 650.000 habitants en 1975.
Un sur trois est mort depuis, assassiné ou délibérément affamé, dans le silence de l'Occident.
Pourquoi ce massacre étouffé ?

Petit morceau d'île située à l'est de l'Indonésie, à l'extrémité du Déroit de la Sonde qui commande le passage entre l'Océan Indien et l'Océan Pacifique, le Timor orientale n'aura connu, en plus de trois siècles, que neuf jours d'indépendance !

Colonie portugaise depuis le XVIII^e siècle, le Timor accède à l'indépendance le 28 novembre 1975 sous la direction d'un Front national de libération, le FRETILIN. Mais le 7 décembre, ce sont les troupes indonésiennes, lancées par le fasciste Suharto, qui débarquent.

Pour venir à bout de la résistance du peuple timorais, le régime indonésien qui s'illustre déjà dans son propre pays par une répression sanglante, n'y va pas par quatre chemins : massacre des guérilleros puis de la population civile, famine délibérément organisée pour obtenir la fin de la résistance, regroupement dans des hameaux stratégiques, tortures massives, etc...

Le tout dans le silence quasi-total de l'Occident, quand ce n'est pas avec la bénédiction officielle des USA.

En juin de cette année, au Portugal, le Tribunal permanent des peuples a consacré une session spéciale au Timor oriental. Du document de 40 pages issu de cette session et dont nous publions ici quelques extraits, il ressort que le gouvernement indonésien s'est rendu coupable de *génocide* à l'égard du peuple du Timor, puisqu'un habitant sur trois a été assassiné en 6 ans ! Quant à nos démocraties occidentales, on comprendra, en lisant la deuxième partie de ce document, pourquoi elles n'ont pas élevé la voix...

Claude LIRIA

NB : les intertitres sont de la rédaction de l'Humanité rouge.

J'une délégation du CIRC (Croix rouge internationale) qui a pu visiter le Timor oriental en juillet 1979 et voir une population de 75 000 personnes, dans 13 villages, a conclu que 60 000 personnes étaient dans "un état alarmant de malnutrition, que pour 20 000 d'entre eux la mort était imminente et qu'aucune aide ne pouvait plus les sauver". Il est à noter que les délégués du CIRC n'ont pu visiter les régions

les plus atteintes, ni celles militairement critiques.

« Plusieurs constatations, notamment celle de Jim Dunn, concluent qu'un sixième à un tiers de la population timoraise a péri depuis l'invasion. (...) »

Plus loin, le rapport aborde la question de la responsabilité de l'impérialisme occidental, américain en particulier, dans

l'agression du Timor :

USA, COMPLICES DU GÉNOCIDE

« Surtout à partir de 1945, suivant une ligne déjà amorcée au début du siècle, les dirigeants politiques et les hommes d'affaires des Etats Unis considèrent le Sud-Est asiatique comme une source importante de matières premières et ensuite de main-d'œuvre à bon marché. De surcroît, les dirigeants militaires nord-américains lui attribuent une importance primordiale dans le cadre de la stratégie globale de l'affrontement Est-Ouest.

« Dans cette logique, qui vise à s'emparer des richesses du Sud-Est asiatique, à y bâtir des alliances anticommunistes, à maintenir le prix des matières premières au niveau le plus bas, à contrôler les routes maritimes stratégiques ainsi que les autres objectifs militaires, on peut inscrire l'aide au régime colonial français en Indochine, ensuite l'engagement au Vietnam ainsi que les initiatives pour renverser le régime de Sukarno en Indonésie.

« Après le renversement de Sukarno, l'Indonésie devint le fer de lance de la stratégie nord-américaine dans le Sud-Est asiatique et le gouvernement américain assura au nouveau régime militaire des fournitures d'armes toujours plus considérables, ainsi qu'une aide économique massive. (...) »

« Les liens politiques entre les deux pays se resserrent et, dans ce contexte, il est difficilement imaginable que la décision de l'agression indonésienne au Timor oriental ait été prise sans le consentement des Etats Unis. (...) »

« En juillet 1975, le président Suharto fait une escale de cinq heures à Washington et reçoit du président Ford l'assurance que les Etats Unis ont la ferme intention d'accroître l'aide militaire à l'Indonésie. Après cette visite, Suharto déclare pour la première fois en public qu'il s'oppose à l'indépendance du Timor oriental. (...) »

« Enfin, le 6 décembre 1975, le président Ford et le secrétaire d'Etat Kissinger sont reçus à Djakarta. Le 7 décembre, douze heures après cette rencontre, l'agression commence. (...) »

« C'est uniquement grâce à cette aide massive que l'armée indonésienne qui, au cours de toute l'année 1976 et pendant une grande partie de 1977, ne contrôlait que la capitale Dili et la zone côtière, déclenche avec succès une offensive militaire sur tout le territoire du Timor oriental et parvient à chasser des montagnes plus de 200 000 timorais, dans le cadre de l'opération "Recherche massive et destruction". (...) »

L'ENJEU DU TIMOR POUR LES USA

« Dans le cas du Timor oriental, des raisons d'ordre stratégique, politique et idéologique font apparaître dangereuse pour les Etats Unis la formation d'un Etat libre et indépendant dans cette partie du globe.

« Le Timor oriental revêt une importance stratégique cruciale du fait de sa situation géographique. En effet, la route la plus directe reliant les deux bases navales américaines de Guam et de Diégo-Garcia emprunte le

détroit de la Sonde, contrôlé par la force au pouvoir au Timor oriental.

« Hormis ces raisons stratégiques et militaires, il est intolérable pour les Etats Unis qu'un pays, dans cette région du monde, puisse construire sa propre destinée de façon autonome par rapport à l'impérialisme, en dehors de la main mise des Etats Unis et de ses gendarmes locaux. (...) »

« Le tribunal a été également saisi de la position d'autres gouvernements, dont les intérêts dans la région sont moins immédiats mais qui, de façon indirecte, sont impliqués dans l'agression indonésienne. Il s'agit notamment des gouvernements des pays suivants : Japon, France, Pays-Bas, République fédérale d'Allemagne, Autriche, Nouvelle-Zélande, Canada, Grande-Bretagne, Belgique, Danemark et Suisse qui, avec les Etats Unis et l'Australie ainsi que la Banque mondiale et la Banque pour le développement de l'Asie, sont membres du Inter-gouvernemental Groupe of Indonésia (IGGI), qui depuis seize ans fournissent au gouvernement de l'Indonésie une aide financière de la valeur d'environ 2 milliards de dollars par an, sous forme de prêts avec intérêts.

LA FRANCE IMPLIQUÉE

Ces prêts sont spécialement destinés à des projets sociaux contre la misère et la malnutrition. Dans la pratique, ces projets n'ont pas été mis en œuvre et les masses rurales indonésiennes continuent à vivre en-dessous du niveau de subsistance. (...) Cela a conduit des experts de la Banque mondiale à se poser des questions sur la validité de cette forme d'aide qui, en réalité, semble avoir été utilisée surtout pour accroître la puissance militaire indonésienne, à travers l'achat d'un équipement militaire toujours plus sophistiqué. (...) »

Par ailleurs, le gouvernement britannique a autorisé l'exportation des avions Hawk, l'Australie des avions Nomads et des Landrovers pour la lutte antiguérilla, la France a vendu des hélicoptères et l'Allemagne des sous-marins tandis que le gouvernement néerlandais a autorisé la vente de Fokker pour le transport des troupes au Timor oriental. Récemment de nouveaux contrats pour la vente d'avions ont été annoncés aux Pays-Bas. (...) Il semble aussi qu'un important prêt de la Banque mondiale, destiné au déplacement de paysans de l'île de Java, surpeuplée, vers des îles périphériques, ait été utilisé en grande partie pour l'achat d'avions Lockheed Hercules C130, destinés au transport des troupes. (...) »

Face à cette situation, l'obligation qui incombe à tous les pays du monde de s'opposer à la destruction du peuple Maubere, devient particulièrement pressante pour les pays industrialisés, dont il faut exiger non seulement une attitude nette sur le plan politique et diplomatique, mais aussi des prises de position cohérentes auprès des instances économiques internationales, telles que l'IGGI, la Banque mondiale, le FMI, etc..., et en général dans toutes les organisations où se déploie l'emprise de l'impérialisme aux dépens des peuples qui cherchent à affirmer pleinement leur droit à disposer d'eux-mêmes. (...) »



Le juge Pierre Michel.
Ci-contre : Quelques minutes
après l'assassinat...

Un juge assassiné : une affaire grave s'il en est, dont on parle abondamment. Vengeance individuelle, signe d'une insécurité dont certains prétendent qu'elle serait devenue galopante... depuis un certain 10 mai?... Rien de cela.

Personne ne doute que le juge Pierre Michel n'ait été la victime de tueurs commandités par le « milieu ». Le « milieu », terme évocateur d'une réalité finalement peu révélée...

Gilles CARPENTIER

ASSASSINAT DU JUGE MICHEL

Exécuté pour avoir lutté contre le milieu

Cela s'est passé à Marseille, une région où le banditisme est incrusté de longue date, plus encore peut-être qu'à Lyon où le juge Renaud a été lui aussi assassiné : un précédent auquel on ne peut aujourd'hui manquer de penser.

Cela s'est passé à Marseille où la récente tuerie d'Auriol a assez mis en lumière l'imbrication du milieu et d'une certaine politique, quoique cette opération ait eu justement, entre autres buts, celui de faire disparaître certaines pistes et certaines preuves de ces liens, après un certain 10 mai...

Aujourd'hui, dans l'affaire du juge P. Michel, les recherches s'orientent vers le milieu marseillais, un milieu de truands sans aucun scrupule qui n'hésitent aucunement à semer la mort, y compris par de véritables massacres.

Tuerie d'Auriol, tuerie du Bar du Téléphone... rien à voir avec le banditisme au grand cœur, ou simplement sympathique, qu'une certaine mythologie, entretenue en particulier par de nombreux films, cultive dans un pays comme le notre.

UN HOMME A ABATTRE

Myrtho Brusci (avocate au Barreau de Marseille) nous l'explique : Pierre Michel s'occupait d'énormément d'affaires qui l'affrontaient au milieu marseillais (Bar du Téléphone, drogue, fausse monnaie, trafic d'armes...) et aux gens du SAC, que l'on retrouve dans nombre d'entre elles. Il instruisait, par exemple, l'affaire de l'Imprimerie *Encre Noire* où un attentat avait fait un mort et où est impliqué le SAC.

Par l'étendue de ces affaires, leurs imbrications, il était certainement en mesure d'établir des liens, de faire des recoupements, de voir des pistes débouchant sur des affaires plus vastes, des hommes plus importants...

La réflexion du Syndicat de la Magistrature (dont Pierre Mi-

chel était membre depuis 1980) est bien à prendre en considération : en concentrant toutes ces affaires sur un même juge, la hiérarchie n'en fait-elle pas une cible, un homme à abattre, s'il cherche vraiment à tirer les choses au clair, à s'attaquer vraiment à cette plaie de la société, et donc s'il avance et devient dangereux pour ces assassins?

Pierre Michel était ainsi : il voulait aller au fond des choses. Il en avait fait un peu une croisade personnelle. Ne peut-on pas considérer aussi que la hiérarchie ne prend guère les moyens de s'attaquer sérieusement au problème en le laissant sur les épaules de quelques juges?

Certains ont reproché à Pierre Michel ses méthodes. Myrtho Brusci (qui le connaissait bien) estime que son tempérament un peu froid cachait en fait une grande sensibilité qui pouvait l'amener à être même angoissé, par exemple dans des affaires de toxicomanes. Il est certain que, s'agissant de truands, du milieu, il voulait que cela se passe fermement.

Ce sur quoi, dans la région, le sentiment populaire lui donne entièrement raison : il n'y a pas à faire de fleurs à ces gens-là.

Ces « gens-là », ils ont réagi : quelques truands notoires connus sur la place de Marseille (aujourd'hui interpellés) ont ostensiblement affiché et manifesté leur joie et leur satisfaction après l'assassinat de Pierre Michel. L'origine du coup ne laisse guère de doute...

LE MILIEU MARSEILLAIS TOUJOURS AUX CÔTÉS DE LA PIRE RÉACTION

En 1936, au temps du Front populaire, le Parti communiste, avec d'autres organisations démocratiques, avait engagé une lutte acharnée contre le grand banditisme marseillais. Celui-ci avait partie liée avec l'extrême-droite et notamment un de ses dirigeants, Simon Sabiani (fon-

dateur du Parti populaire français - PPF - de Doriot, à Marseille); de plus, il fournissait en troupes, en hommes de main, le patronat local, contre les travailleurs.

Par la suite, pendant la deuxième guerre mondiale, sous l'occupation, c'est à la Gestapo où à la « Légion contre le bolchevisme » que le milieu marseillais prêta main forte, comme le rappelle ci-contre Jacques Jurquet (fondateur de *L'Humanité rouge*).

Hier, c'est au libéralisme giscardien qu'est allé son concours notamment à travers le SAC, d'ailleurs aujourd'hui toujours voué au service de la droite, comme l'a récemment proclamé son chef.

Le grand banditisme d'aujourd'hui est une maladie parasitaire du capitalisme, fondamentalement solidaire des profiteurs de ce système. Il vit dans son ombre et s'y perpétue, fournissant à l'occasion les hommes nécessaires aux opérations en marge de la propre légalité du système, bénéficiant d'une large impunité, gérant des trafics particulièrement nuisibles pour le peuple... Dans ce domaine, notre pays n'est guère différent des USA que par la dimension des choses...!

On pourrait attendre du gouvernement, né des urnes du 10 mai, qu'il s'attaque sérieusement au problème. De nombreuses affaires (dont l'affaire de Broglie, dont l'assassinat du juge Renaud) sont à mener jusqu'au bout ou à ressortir de leur sommeil.

Disons que la toujours non-dissolution du SAC n'est pas le signe d'une ferme volonté d'aller dans ce sens.

L'exemple de l'action menée en 1936 à Marseille n'est sans doute pas transposable. Mais il y a sûrement aujourd'hui tout autant qu'alors nécessité d'une mobilisation politique profonde.

En tout cas cette lutte ne peut reposer sur les épaules de quelques magistrats.

LE MILIEU : POURVOYEUR DE LA COLLABORATION

Sous l'Occupation, beaucoup de gens du milieu se sont engagés comme agent de la Gestapo, plus souvent dans la « Légion des volontaires contre le bolchevisme » (LVF) parce que la prime était très forte, et ils ont combattu sur le front de l'Est.

Dans mon maquis du Jura, nous avons eu ainsi deux types (un d'Avignon et un de Marseille) qui, une semaine avant la Libération, se sont présentés pour s'engager dans les FFI (Forces françaises de l'intérieur). Ils étaient armés. Nous les avons bien sûr interrogés. Ils ont expliqué qu'ils étaient du milieu. Ils ont fini par nous avouer s'être engagés dans la « Légion contre le bolchevisme » et avoir combattu sur le front de l'Est. Ils comptaient ainsi faire lever une interdiction de séjour à laquelle ils avaient été condamnés, et venaient sans doute dans le même but au maquis!

Nous les avons fusillés tous les deux, dans les 48 heures.

Le milieu a fourni des troupes à la collaboration. On peut en trouver témoignage dans un livre comme *L'histoire de la milice de 1918 à 1945* écrite en 1969 par J. Delpierre de Bayac. L'auteur y écrit, page 236, que la Franc-garde (La Milice - NDLR) recrutait dans les prisons, « dans la lie des coquins, comme faisaient les Allemands ».

Il cite une lettre d'un Roger Berger en prison à la Santé (pour vols) à la Franc-garde de la Milice lui demandant ses services pour un engagement à la Gestapo qui, selon ce qu'il savait, lui permettrait de sortir de prison.

Un autre, Pierre Robic, condamné à 18 mois en 1942, écrivait dans le même sens, se déclarant « disponible pour la Franc-garde, pourvu qu'il sorte ».

Un autre, Gil Prigent, dit « Julot », souteneur notoire, interpellé une nuit de 1944 par des gendarmes alors qu'il battait dans la rue une prostituée, présente aux agents une carte de la Milice, leur déclare effectuer le maintien de l'ordre, leur affirme son soutien convaincu à l'Europe d'Hitler, et leur promet la prison s'ils s'y montrent hostiles... Il est immédiatement relâché. (Il sera condamné en 1948).

Page 279, l'auteur cite le cas de la « Légion nord-africaine », une troupe d'environ 300 hommes opérant en 1944 en Dordogne, sous le commandement de deux gangsters Bonny et Laffond, qui, en « campagne », portaient l'uniforme allemand. Il arrivait d'ailleurs que cette « légion » et la Milice se heurtent, s'accusant mutuellement de pillage!... Ces deux individus tristement célèbres ont été châtiés à la Libération.

D'une manière plus générale, l'auteur rapporte une déclaration de Joseph Darnand, chef de la Milice, disant que « tous les communistes sont des bandits, mais tous les bandits ne sont pas communistes » et affirmant ainsi la possibilité d'utiliser des bandits contre les communistes... La Milice n'y manquait pas.

Pour ce qui concerne Simon Sabiani, Jacques Jurquet raconte que cet individu lors de ses campagnes électorales s'appuyait en particulier sur la bande des frères Guérini (famille de truands célèbre à Marseille et pas seulement avant guerre) qui lui fournissait pour sa protection de véritables bandes armées. C'est François Billoux qui fut chargé par le Parti communiste de mener la lutte contre lui, menant ce combat lui aussi sous protection de militants en armes.

Sabiani fut d'ailleurs battu.

Collaborateur de premier ordre sous l'Occupation, Sabiani s'est enfui en Amérique latine où il est mort.